ISSN 0024-7650

l'éditorial d'Arlette Laguiller

en page 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

lutte ouvrière

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire – paraît le vendredi – n° 1578 – 9 octobre 1998 – prix : 9F

Le système capitaliste c'est :

LA RICHESSE POUR UNE MINORITÉ,

LA PAUVRETÉ POUR LES AUTRES,

LA CRISE ET LE DÉSORDRE ÉCONOMIQUE EN PRIME!

pages 3 et 5

LO

Enseignement RATP, SNCF, hôpitaux, Poste...

RESTRICTIONS BUDGÉTAIRES DANS LES SERVICES PUBLICS :

LE MÉCONTENTEMENT MONTE...

pages 5 et 10 à 14

Italie :

LES COMMUNISTES PASSENT À L'OPPOSITION... MAIS POUR QUELLE POLITIQUE ?

page 8

M 6189 - 1578 - 9,00 F

SOMMAIRE

Leur société

4 – Régularisation immédiate de tous les sans-papiers !

5 – Des postes et des moyens pour l'école !
– « Emploi-jeune » ne rime pas avec « corvéable à merci »

6 – Serge Dassault en procès pour corruption

Tribune

6 – Le pacte ou la guerre… vous avez dit civil ?

Dans le monde

7 – Après la réunion du G7, le risque d'une crise majeure du système capitaliste
– Il y a trente ans, à Mexico, le massacre de la place des Trois-Cultures

8 – Italie : « Rifondazione comunista » passe à l'opposition

9 – Argentine : une dictature impossible à oublier

16 – Le pape reconnaît les siens
– Maroc : les enjoliveurs de dictature
– Bangladesh : Taslima Nasreen en danger de mort

Dans les entreprises

10 – France Télécom : suppressions d'emplois aux renseignements téléphoniques internationaux
– Alcatel Ormes : le directeur recule

11 – Grève dans les transports parisiens, suite à des agressions
– Supermarché Continent de La Ciotat

12 – Michelin-Cholet : un nouveau camouflet pour la direction
– DDE Isère : un Gayssot chahuté !

13 – Hôpital Edouard Herriot (Lyon), malade des restrictions budgétaires
– Hôpital Henri Mondor (Créteil) : pour l'embauche, ce sera tous ensemble !

14 – La Poste : les facteurs d'Arles en lutte
– À La Poste de Paris Louvre CTC, la direction obligée de reculer

15 – Levi's : après eux le déluge

Voir

15 – Théâtre : *L'atelier* de Jean-Claude Grumberg
– Cinéma : *Il faut sauver le soldat Ryan* de Steven Spielberg

LA RUSSIE À L'HEURE DE LA GRÈVE GÉNÉRALE

Mercredi 7 octobre, les syndicats et le KPRF (le Parti Communiste de la Fédération de Russie) appelaient à une journée de grève générale et de manifestations dans toute la Russie. Les deux revendications principales qu'ils mettent en avant sont le paiement des arriérés de salaires et pensions ainsi que la démission d'Eltsine.

Selon un sondage publié peu avant le 7 octobre, 25 % des Russes s'apprêtaient à participer à cette journée. Il faut dire qu'il y aurait de quoi : l'État doit au moins 100 milliards de roubles aux salariés et retraités, ce qui équivaut à environ 30 milliards de francs, une somme énorme dans ce pays où les salaires et pensions sont dérisoires et non payés depuis des mois, voire depuis… mai 1997 dans le cas des mineurs de Vorkouta qui campent, en signe de protestation, devant le siège du gouvernement à Moscou depuis juillet dernier.

Et la crise financière qui s'est abattue sur la Russie depuis plusieurs semaines a, avec l'effondrement du rouble, dramatiquement aggravé la situation de dizaines de millions de travailleurs et retraités.

Le nouveau gouvernement de Primakov a promis de payer salaires et pensions. Il a commencé à le faire, du moins pour des secteurs de la population - militaires, travailleurs de l'énergie, certains mineurs, étudiants - qui avaient été en pointe de mouvements de protestation parfois spectaculaires ces derniers mois.

AFP

Les mineurs satisfaits du départ du précédent gouvernement cessent d'occuper le parvis de la Maison Blanche. Mais certains veulent rester jusqu'au départ d'Eltsine.

Mais cela reste loin du compte. En réalité, le gouvernement cherche à gagner du temps, à désamorcer le mécontentement massif de la population en procédant à des paiements partiels ou à des avances. Et pour cela, il fait marcher la planche à billets, c'est-à-dire relance l'inflation en amputant le pouvoir d'achat des classes laborieuses. En outre, affirmant avoir comme priorité d'apurer ses dettes, ce gouvernement se garde bien de repousser les « conseils » du FMI et des autres institutions financières internationales qui mettent comme condition à l'octroi de quelques milliards de dollars de crédits que le gouvernement russe renonce à payer ses arriérés de salaires et pensions, comme vient de le rappeler la récente réunion du G7.

Les organisateurs de cette journée du 7 octobre, syndicats et KPRF, insistent sur la démission d'Eltsine. Mais les dirigeants des syndicats ont eu le culot d'inviter le nouveau Premier ministre à leur congrès à la veille de cette grève générale et un dirigeant du KPRF est numéro 2 du gouvernement. En fait, pour eux, il s'agit de donner le change.

Y parviendront-ils ? Une chose est certaine : la bureaucratie russe dans son ensemble se moque de la misère et de la détresse dans lesquelles elle plonge la population pourvu que, elle, elle continue à prospérer sur un champ de ruines. Cependant, les dirigeants de cette bureaucratie et ceux du monde occidental s'inquiètent du mécontentement croissant que cela suscite dans la population. Car il n'est que trop visible que l'irresponsabilité et la rapacité des privilégiés locaux finiront bien, un jour, par pousser à bout les travailleurs et les petites gens de Russie.

P.L.

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyste) – membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste Internationaliste qui édite *Lutte Ouvrière*, nom sous lequel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, minorité d'exploiteurs d'un côté et majorité d'exploités de l'autre. Une société qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Pour les militants de Lutte Ouvrière, le socialisme est aussi éloigné des politiques conservatrices de Mitterrand-Jospin que le communisme l'est de l'image qu'en a donnée la dictature stalinienne qui a régné en ex-URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l'appareil d'État de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa police, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique de tous les rouages de l'économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c'est la seule façon d'être aujourd'hui réellement internationalistes, et communistes et socialistes révolutionnaires.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE – B.P. 233 – 75865 PARIS CEDEX 18 – FRANCE

La Société d'Éditions de Lutte Ouvrière – BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 – est une SARL au capital de 50 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1er janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 13200 exemplaires. Composition : [Et Associés]. Impression : Roto de l'Ile-de-France, 3 rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil – 0148142165. Commission paritaire des publications n° 64 995.

SOUTENEZ LUTTE OUVRIÈRE ! Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière, et à envoyer à : LUTTE OUVRIÈRE – BP 233 – 75865 PARIS CEDEX 18. Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti « Lutte Ouvrière » conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 100 F consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale 1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire – Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
– Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne – Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
– Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....

PRÉNOM : .....

ADRESSE : .....

.....

CODE POSTAL et VILLE : .....

.....

COMPLÉMENT D'ADRESSE : .....

.....

Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIÈRE – LUTTE DE CLASSE**, pour une durée de : .....

(rayer la mention inutile).

Ci-joint la somme de : .....

Règlement :
– par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
– par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R – PARIS.

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

CELA VA BIEN POUR EUX PARCE QUE CELA VA MAL POUR NOUS

L'automobile se porte bien. Non seulement le salon du « centenaire » est un succès, mais on a pu voir ou entendre, à la radio ou à la télévision, les PDG de Renault et de PSA, Schweitzer et Folz, se féliciter chaudement de la bonne marche de leurs affaires.

Mais à qui cela profite-t-il ? Aux gros actionnaires, oui, bien sûr, qui engrangent leurs dividendes. Mais pas aux travailleurs qui construisent ces voitures et leurs accessoires. Car le formidable accroissement de productivité qui permet aux grandes entreprises d'afficher des bénéfices records n'est pas le seul résultat du progrès technique. Il s'est fait d'abord sur le dos des travailleurs, dont les salaires sont pratiquement bloqués, et à qui on impose des horaires, des conditions de travail, de plus en plus insupportables.

On a ainsi pu voir au journal télévisé que Michelin imposait, dans une usine de plus, le travail du dimanche. Après cela, ces gens-là nous feront de grands discours sur le caractère « sacré » de la famille. Mais pourquoi ce travail du dimanche, sinon pour faire tourner le plus longtemps possible les machines dans la semaine, pour accroître le profit sur le dos des travailleurs ?

Les grands patrons prétendent que tout cela est nécessaire à cause de la concurrence internationale. Mais ce n'est pas vrai. La concurrence, c'est ce qui leur sert d'alibi pour tenter de justifier la surexploitation qu'ils imposent à leurs salariés.

La concurrence ne les empêche d'ailleurs pas de s'entendre entre eux pour ce qui les arrange. Peugeot a des accords avec Fiat pour certaines productions et vient d'en conclure un avec Ford pour la mise au point d'un nouveau moteur. Mais, en matière de salaire et de conditions de travail, chacun sert d'excuse aux autres. C'est leur manière de coopérer !

Mais pendant que Schweitzer et Folz se réjouissaient de leurs succès, les représentants des sept pays les plus riches de la planète, le fameux « G7 », ne pouvaient que constater leur incapacité à trouver une solution à la crise financière qui secoue le monde.

Car c'est aussi cela le capitalisme qu'on nous présente comme la seule solution économique possible : non seulement une pompe destinée à accumuler de la richesse d'un côté et de la pauvreté de l'autre, mais aussi un système imprévisible et incontrôlable, susceptible de précipiter le monde dans une catastrophe économique.

Depuis plus de vingt ans, mettant à profit la démoralisation suscitée par le chômage, la crainte de perdre son emploi, le grand patronat a imposé un recul considérable à la classe ouvrière. Et il a été secondé pour cela par tous les gouvernements qui se sont succédé, ceux de droite bien sûr, mais aussi ceux qui se réclamaient de la gauche. Les ministres socialistes des années 1980 étaient fiers d'avoir « réhabilité le profit ». Ceux du gouvernement de la « majorité plurielle » ne sont pas différents qui, pendant que la grande bourgeoisie empoche toujours plus de profits, s'emploient à expliquer aux travailleurs qu'il est trop tôt pour qu'ils puissent, eux, bénéficier des fruits de la croissance et qu'il leur faut patienter.

Eh bien, ce qu'il faut « réhabiliter », c'est la lutte de classe, que certains déclarent dépassée parce qu'ils y ont intérêt. Les patrons, eux, la mènent sans discontinuer, à leur manière. Eh bien la classe ouvrière doit renouer avec elle, car les luttes sociales sont le seul moyen pour les travailleurs d'imposer leur droit aux fruits du progrès.

FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE

• À DIJON

Samedi 10 et dimanche 11 octobre
Samedi à partir de 18 h et dimanche à partir de 12h
Salle Mendès-France
Quetigny

Notre camarade Arlette Laguiller prendra la parole au cours de cette fête, le 11 octobre à 16 H

Lors de l'allocution d'Arlette Laguiller à la fête de Toulouse le 27 septembre 1998.

Face à l'intransigeance du gouvernement Jospin

RÉGULARISATION IMMÉDIATE DE TOUS LES SANS-PAPIERS

La coordination de Seine-Saint-Denis des sans-papiers, un des collectifs qui essayent d'obtenir la régularisation des immigrés sans-papiers, a rencontré le préfet de ce département, à la mi- septembre, pour faire le point sur la situation des sans-papiers particulièrement nombreux dans le «93».

A ce moment-là, sur 39 000 dossiers déposés, 25 410 situations individuelles avaient été examinées. Mais seulement 11 586 dossiers, c'est-à-dire même pas la moitié, ont reçu un avis favorable. Sur 7 383 recours gracieux déposés, 6 000 ont été traités mais seulement 1 200 (20 %) ont reçu un avis favorable des autorités. Et 10 % des refus prononcés ont déjà fait l'objet d'un «arrêté préfectoral de reconduite à la frontière», c'est-à-dire une décision d'expulsion.

La coordination 93 estime que ce «*taux d'avis favorables est le plus bas de France : on a vu des dossiers refusés en Seine-Saint-Denis recevant un avis favorable dans un autre département !*». Quant aux critères d'assouplissement, ils n'ont réglé que quelques cas à la marge.

Face à un gouvernement qui a redit début septembre par la voix de son Premier ministre, qu'il «*ne cédera pas à la revendication d'une régularisation générale des étrangers en situation irrégulière*», les sans-papiers dont les demandes de régularisation ont été refusées n'ont pas d'autre choix que de continuer la lutte pour faire céder le gouvernement.

C'est la seule façon d'empêcher qu'au bout du compte, environ 60 000 sans-papiers soient menacés d'expulsion. Les travailleurs immigrés qui ont déposé ces dossiers de demande de régularisation l'ont fait en toute bonne foi, en tablant sur le fait que leur demande, venant de travailleurs qui pour la plupart ont des attaches sociales et familiales en France depuis de nombreuses années, serait examinée avec bienveillance.

Par son intransigeance, Jospin prétend couper court aux demandes de régularisation du futur, en provenance de l'immigration clandestine. Comme si celle-ci n'était pas alimentée par les ravages causés par un système impérialiste en crise dans les pays d'Afrique, du Maghreb, du Moyen-Orient ou d'Asie. L'impérialisme français a sa part de responsabilité dans cette misère qui ne laisse à beaucoup de travailleurs étrangers d'autre choix que de tenter leur chance en choisissant la clandestinité et l'exploitation forcenée qui l'accompagne et qui profite d'abord à des patrons sans scrupules.

Céder aux demandes de régularisation en suspens, ce serait un simple geste d'humanité. C'est ce geste que les autorités refusent de faire pour le moment. Et c'est pour les faire céder que les différents collectifs restent mobilisés pour obtenir «*des papiers pour tous !*». Lutte Ouvrière soutient, pour sa part, toutes les initiatives qui vont dans ce sens. A bas les lois Pasqua-Debré-Chevènement !

J.F.

VIOLENCES POLICIÈRES DANS LE MÉTRO

(Communiqué)

Le Comité de soutien à Tarek, qui s'est constitué à Bagneux (92), dénonce les violences dont Tarek Saïd, un Égyptien restaurateur à Bagneux, a été victime de la part de contrôleurs de la RATP et de policiers.

«*Le lundi 24 août, vers 17 heures, Tarek prend le métro à Château-Rouge avec son frère. Récemment opéré d'un coude, il peine à extraire sa carte orange de sa poche. Des voyageurs s'impatientent : il se glisse dans le tourniquet derrière son frère*» [...] Trois contrôleurs de la RATP l'arrêtent. Tarek sort son ticket de carte orange, un vigile lui donne un violent coup de poing sur l'épaule. Tarek proteste. «*Il est emmené dans un local. Tabassage. Coups de poing, coups de pied ; il est jeté à terre. Il crie, il demande qu'on appelle la police, ce que fait son frère resté dehors*».

Les cinq policiers arrivent bientôt et Tarek leur demande à porter plainte [...] «*Ils le conduisent au commissariat Marcadet [...]. Brutalement les policiers lui passent les menottes en tordant son bras blessé lui arrachant un cri de douleur et un mouvement de retrait. Coups de poing sur le visage, en guise de réponse. Un tabassage en règle commence, bien plus sérieux que le premier. Menotté, il est à nouveau jeté à terre : coups de poing, coups de pied sur le visage, le ventre, le corps, tentative d'étranglement, baguette dans les fesses, sexe écrasé. En plus des moqueries, des injures racistes*».

Conduit au commissariat de Saint-Lazare, il est amené à l'Hôtel-Dieu pour des examens, puis passe la nuit en cellule.

[...] «*Le matin du 25/08 vers 9h30, il est emmené à la police judiciaire, Gare-du-Nord. Une femme (commissaire sans doute) le fait reconduire dans le même hôpital que pendant la nuit. Les médecins refont le même certificat. Il est ramené Gare-du-Nord. Il racontera seulement la première partie de son histoire (tabassage par les vigiles du métro) et dépose plainte. Il craint que tout recommence s'il raconte le tabassage des policiers au commissariat Marcadet*».

Tous ces sévices ont eu des conséquences graves sur l'état physique et moral de cet homme sans histoire, parfaitement en règle que des contrôleurs et des policiers ont fait basculer dans un «*cauchemar d'une violence absurde*» et inadmissible à cause de la couleur de sa peau et de ses légitimes protestations.

Le comité de soutien précise qu'il peut être joint au 06 03 63 70 61

FRANCE OU BELGIQUE, MÊMES VIOLENCES POLICIÈRES CONTRE LES IMMIGRÉS

La mort de Sémira Adamu, la jeune Nigériane étouffée par la police belge, vient de rappeler tragiquement dans quelles conditions se font les expulsions des sans-papiers. Mais la Belgique n'a pas l'exclusivité d'une telle sauvagerie. Dans tous les pays d'Europe, et la France n'est pas la dernière, des policiers, confortés par la quasi-certitude de l'impunité, n'hésitent pas à exercer violences et sévices contre ceux qu'ils expulsent, comme l'a rappelé la presse en revenant sur la mort en 1991 à Paris d'un jeune Sri-Lankais, Arumum Sivasampu Esan, près de Roissy, dans des conditions semblables à celles qui viennent de coûter la vie à Sémira Adamu.

Arumum Sivasampu Esan était arrivé à Roissy en septembre 1991. Il demandait l'asile politique. Placé en «zone internationale», il avait vu sa demande refusée dès le lendemain de son débarquement, et la police avait une première fois tenté de le faire partir de force. Devant ses protestations, le commandant de bord avait exigé qu'il soit débarqué. Ce n'était malheureusement qu'un bref sursis. Une semaine plus tard, la police le rembarquait de force dans un nouvel avion. Menotté aux chevilles et aux poignets, les mains dans le dos, une bande velpeau autour de la bouche, il était parqué à l'arrière de l'appareil, un rideau noir le séparant des autres passagers. Comme il réussissait quand même à se faire entendre, les policiers le ligotèrent dans une couverture. Après une demi-heure de ce traitement, il perdit connaissance. Quelques heures plus tard, il décédait à l'hôpital d'Aulnay, officiellement «d'une crise cardiaque».

Le ministre de l'Intérieur de l'époque était Philippe Marchand, membre du gouvernement dirigé par la «socialiste» Edith Cresson. Chirac était alors dans l'opposition. Mais tous deux n'étaient pas avares de déclarations méprisantes à l'égard des immigrés. Chirac parlait du «*bruit et de l'odeur*» dans les HLM habitées par les immigrés, de «*l'overdose d'étrangers*». Edith Cresson ironisait grossièrement sur l'utilisation de charters pour renvoyer les illégaux. Après la mort du jeune Sri-Lankais, ses meurtriers ne furent nullement inquiétés. Pour le ministre socialiste de l'Intérieur de l'époque, il n'y avait pas de problème puisque selon lui – il vient de le redire dans une interview parue dans *Le Monde* du 2 octobre – tout se passait normalement, s'exonérant de toute responsabilité puisque «*on ne peut pas être derrière les gars quand il se passe quelque chose*».

De telles méthodes n'ont-elles plus lieu en France? Bien sûr que si ! Le 28 mars dernier, par exemple, dix Maliens expulsés disent avoir été étouffés par la police avec un oreiller, certains jusqu'à l'évanouissement. Ils disent avoir reçu des coups et même des calmants, jusqu'à ce que les passagers du vol, indignés, obligent la police à les débarquer.

Mais tout autant que les meurtriers eux-mêmes, les responsables de ces sévices sont les politiciens qui décident de la politique aboutissant à de tels actes.

Daniel MESCLA

UNE JOURNÉE PARTICULIÈRE... MENT INUTILE

Samedi 3 octobre a eu lieu la première journée d'appel de préparation à la défense (APD), ou le «rendez-vous citoyen», qui va progressivement remplacer l'ancien service militaire. Un jour au lieu d'un an, c'est évidemment préférable pour les jeunes, qui n'auront plus à perdre leur temps en corvées pour la plupart inutiles, tout en subissant les sermons et l'endoctrinement des gradés.

Quant au programme de cette journée de 8 heures (y compris les pauses et le repas), il est loin d'être chargé : quatre petits films, deux épreuves d'évaluation des acquis scolaires, la remise d'un certificat de participation, au revoir et merci. Aux suivants ! C'est dorénavant l'Éducation nationale qui aura la charge d'inculquer aux jeunes «*l'esprit de défense, garant de la paix*», selon les termes du ministre, au même titre qu'est remise en vigueur l'instruction civique. Reste à savoir l'accueil que les professeurs, et en premier lieu ceux d'histoire-géographie, accorderont à cette innovation...

Reste une question, pourquoi avoir gardé cette journée, totalement inutile, même si subir un jour d'endoctrinement vaut mieux que d'en subir 365 ? Eh bien, il faut bien occuper les militaires d'active, quand ils n'ont pas de guerre coloniale à mener...

M. L.

Les lycéens de Nîmes manifestent le 2 octobre.

AFP

DES POSTES ET DES MOYENS POUR L'ÉCOLE !

Depuis une dizaine de jours, des mouvements de grève, des manifestations de lycéens et d'enseignants touchent un certain nombre de villes de province et de la région parisienne. Ils réclament des postes et des moyens pour que soient assurés dans des conditions normales l'enseignement et la sécurité des établissements. Ce qui n'empêche pas le ministère de l'Éducation nationale de déclarer dans le même temps que « *la rentrée scolaire dans l'enseignement secondaire s'est, dans l'ensemble, très bien passée. Tout le monde a pu le constater* », ajoutant : « *Trois semaines après cette rentrée apparaissent quelques aléas isolés* ».

Allègre, Royal et leurs amis de la direction de leur ministère non seulement pratiquent la méthode Coué mais sont également frappés d'une myopie prononcée.

Non, tout le monde n'a pas constaté que la rentrée s'était très bien passée. Et les problèmes rencontrés sont loin d'être quelques « aléas isolés ».

Partout il y a un certain nombre de problèmes non résolus. Nombreuses sont les classes surchargées. Nombreuses sont les matières où pour économiser les postes d'enseignants on réduit les horaires pourtant légaux devant être suivis par les élèves. Catastrophique est la situation des personnels d'entretien, de maintenance ou d'administration des établissements. Les effectifs prévus sont insuffisants. Et en plus, il n'y a pas de remplacements possibles en cas d'absences.

Trois semaines après la rentrée, dans de nombreux établissements, il manque toujours des postes d'enseignants. Allègre s'attaque à la rémunération des heures supplémentaires, et pourtant, ici ou là, on demande à des professeurs d'effectuer de nombreuses heures en plus car il n'y a pas de prof dans telle ou telle matière.

Sur un autre plan ce sont les assistants sociaux de l'Éducation nationale qui ont décidé la grève administrative de l'instruction de certains dossiers de demandes d'aides. Ils réclament l'embauche de secrétaires car ils ne peuvent plus à la fois répondre aux sollicitations d'assistance et remplir une masse croissante de documents.

Par ailleurs, il y a actuellement dans la plupart des établissements scolaires un grave problème de surveillance. Dans le Val d'Oise par exemple, ces dernières années on a pallié cette insuffisance par l'« embauche » d'appelés du contingent effectuant leur service militaire à l'Éducation nationale. En cette rentrée, il n'y a pratiquement plus de ces appelés détachés. Mais il n'y a pas eu pour autant leur remplacement par de véritables surveillants, avec tous les problèmes de sécurité que cela entraîne.

Le gouvernement ne veut toujours pas embaucher les personnels nécessaires. Le budget 1998 comme le projet de budget 1999, ne prévoient pas de quoi faire face aux besoins de fonctionnement correct de l'Éducation nationale. Il affirme que les effectifs scolarisés diminuent. Mais il déclare aussi lui même le contraire... au moment, il est vrai, où des lycéens du sud de la France se mobilisent, en reconnaissant que l'on fait face actuellement à « *des croissances démographiques brutales et imprévues dans le Midi de la France* » ! Imprévue ? Comme c'est bizarre. L'œuvre sans doute d'un démon du midi, agissant dans l'ombre !

Le malaise des personnels de l'Éducation nationale pour le moins ne cesse d'augmenter, et pas seulement parce que l'on s'attaque à leur salaire, mais également parce que les conditions de travail et d'éducation se dégradent dans les établissements ! Tout comme augmente la colère d'élèves qui voudraient travailler dans des conditions simplement normales !

Ce sont des dizaines de milliers de postes de personnels de maintenance, d'entretien, d'administration, de surveillance, de secrétariat, d'enseignement, qu'il faut pourvoir. Le gouvernement doit embaucher et massivement.

Sinon gare, il pourrait très bien devoir affronter une révolte « brutale et imprévue » des élèves, des parents et des personnels de l'Éducation nationale.

Michel ROCCO

COMPLÈTEMENT TIMBRÉ...

Il y a quelques années, le gouvernement a supprimé la franchise postale, pour la Sécurité sociale... et d'autres administrations dont celle de l'Éducation nationale. Ce qui fait que pour communiquer entre écoles et administrations, c'est aux écoles de payer les timbres, alors qu'aucun budget n'est prévu pour cela. Ou alors il faut attendre le passage de la camionnette... de l'Inspection académique. Inutile de dire que cela ne facilite pas les échanges.

Mais mieux, en cette rentrée, dans le département des Hauts-de-Seine, un inspecteur n'a rien trouvé de mieux que de demander aux instituteurs remplaçants (qui ne sont donc pas souvent dans la même école)... de fournir 10 enveloppes timbrées à leur adresse, afin que l'administration leur envoie les bulletins de paye !

On est déjà payés pas grand-chose, mais c'est bien la première fois... qu'il faut payer pour obtenir ses bulletins de paye !

Collège Georges-Brassens (Paris 19e)

UNE SEMAINE DE GRÈVE

Du lundi 28 septembre au mercredi 7 octobre, 80 % du personnel du collège Georges-Brassens est resté en grève. C'est que, contrairement à la satisfaction affichée par Allègre, la rentrée n'a pas été réussie à 100 %. Trois semaines après la rentrée la section d'éducation spécialisée du collège, qui concerne une centaine d'élèves, n'était toujours pas en situation de fonctionner. Il manquait trois professeurs d'enseignement technique, cuisine, entretien des textiles et plomberie, ainsi que deux instituteurs spécialisés pour l'enseignement général.

Aussi, c'est une garderie qui a été organisée pendant trois semaines à l'intérieur du collège. Au bout de trois semaines, le Rectorat n'avait à proposer que des maîtres-auxiliaires n'ayant reçu aucune formation pour ce type d'enseignement. Et pour l'enseignement technique, il proposait des contrats sans préciser ni la durée ni le salaire, tant et si bien que la première personne pressentie pour le poste d'entretien des textiles a préféré retourner travailler dans le pressing où on lui offrait une augmentation de salaire plutôt que de s'engager à l'Éducation nationale.

Cette situation a indigné tous les personnels de l'établissement, professeurs et agents techniques, écœurés de voir comment les élèves les plus démunis et les plus fragiles du collège sont traités à l'heure où Allègre et Ségolène Royal ont la bouche pleine de la lutte contre l'échec scolaire. Et ils sont indignés aussi par la manière dont sont traités les maîtres-auxiliaires, menacés de licenciement s'ils refusent de prendre les postes qu'on leur impose.

Depuis une semaine, les grévistes sont allés tous les jours au Rectorat et au ministère pour exiger des enseignants qualifiés. Tout en reconnaissant que cette revendication est « *simple et légitime* », le Rectorat s'obstine à vouloir leur faire accepter des maîtres-auxiliaires sur les postes d'instituteurs spécialisés.

Au cours de la grève, les parents, inquiets de voir leurs enfants dans la rue, sont venus nombreux nous soutenir et nous dire qu'ils étaient prêts à nous aider dans la lutte. Si les grévistes ont suspendu leur mouvement de grève, le mercredi 7 octobre, la lutte pour donner aux enfants l'enseignement auquel ils ont droit n'est pas terminée pour autant.

« EMPLOI-JEUNE » NE RIME PAS AVEC « CORVÉABLE À MERCI »

Ce sont plus de deux cents aides-éducateurs, (les emplois-jeunes de l'Éducation nationale) travaillant dans les écoles maternelles et élémentaires de Paris, qui ont fait grève vendredi 2 octobre.

C'est un projet de convention entre le Rectorat et la mairie de Paris qui est à l'origine de ce mouvement. Ce projet visait à mettre les aides-éducateurs à la disposition de la mairie, afin que celle-ci puisse les utiliser pour diverses activités sans avoir à les rémunérer. Le projet prenait comme prétexte le fait que la durée de travail hebdomadaire des emplois-jeunes est officiellement de 35 heures alors que dans les écoles, ils ne font pour le moment que 27 h (comme les instituteurs). Il était donc prévu d'affecter les emplois-jeunes à diverses activités d'animations extra-scolaires, en particulier durant les vacances scolaires. Pour la mairie de Paris, l'opération était plutôt intéressante car elle lui permettait de disposer d'une main-d'œuvre payée par l'Éducation nationale pour faire faire le travail actuellement effectué par des vacataires.

Mais pour les aides-éducateurs, il n'était pas question d'accepter cet accroissement de leur charge de travail. Non seulement on leur proposait de prendre la place du personnel vacataire qui risquait de perdre la sienne, mais de plus on allait allonger leur durée de travail sans aucune rétribution supplémentaire.

À l'annonce de ce projet, les discussions se multiplièrent dans les écoles, et il était manifeste que la grève, proposée par les syndicats (SE-FEN, SNUIPP-FSU, SUD-Éducation) allait être un succès, les instituteurs se montrant solidaires de leurs collègues emplois-jeunes.

Le mécontentement fut en tout cas suffisamment sensible pour entraîner une intervention du ministre Allègre, avant même la journée de grève du 2 octobre. Essayant de désamorcer le mouvement, le ministre désavouait le recteur, affirmant qu'il n'avait pas été mis au courant d'un tel projet. Du coup, le Rectorat informait les syndicats que le projet était retiré.

Mais cela n'a pas empêché les aides-éducateurs de faire grève le 2 octobre à plus de 50 % et de manifester au rectorat, profitant de l'occasion pour mettre en avant bien d'autres problèmes, en particulier sur les promesses de formation non tenues à ce jour.

P. B.

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment dorénavant chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

TRIBUNE

LE PACTE OU LA GUERRE... VOUS AVEZ DIT CIVIL ?

Le projet de loi sur le PACS, Pacte Civil de Solidarité, serait-il en passe de déclencher un conflit d'envergure ?

On nous prédit déjà un affrontement sans merci entre la droite et la gauche à l'Assemblée Nationale, où le projet doit être discuté à partir de vendredi 9 octobre. Et ici ou là des manifestations des adversaires du Pacte ont eu lieu ces derniers jours (ne rassemblant semble-t-il, et fort heureusement, que de très maigres troupes).

Il n'empêche ! Des associations religieuses, en particulier catholiques, et l'extrême-droite essaient de déterrer la hache de guerre contre ce qu'elles qualifient de « sous-mariage pour les couples homosexuels ». Lors d'une des manifestations du week-end dernier, le président de Renaissance Catholique n'hésitait pas à se présenter comme un de « ceux qui, dans la nuit du péché et de la mort qui submerge tout, continuent de croire à la lumière ». Les Croisés de l'Ordre Moral sont de nouveau là. Il est vrai que s'il est toujours douteux que le péché soit mortel, il est par contre certain que le ridicule ne tue pas.

Car qu'est-ce donc que ce PACS qui sentirait le soufre ? Rien de plus que le projet (car ce n'est encore qu'un projet qui, aux mains de députés ou sénateurs réactionnaires, pourrait bien subir pas mal de modifications) de donner à 4 ou 5 millions de personnes vivant en couples non mariés la possibilité de bénéficier de certains droits ou avantage fiscaux accordés jusqu'ici aux seuls couples mariés.

Une révolution ? Mais non, pas même dans les moeurs, puisque les chiffres ci-dessus le montrent, la vie à deux sans être mariés est un état de fait pour une partie de plus en plus grande de la population.

Au mieux une réparation de quelques injustices passées ou une entrave à quelques injustices qui se préparaient. Comme la possibilité pour le survivant d'un couple, hétérosexuel ou homosexuel, de ne pas être dépossédé de son logement par des héritiers voraces ou jeté à la rue de son appartement par un propriétaire rapace ; ou encore la possibilité de toucher le reversement d'une partie de la retraite sur laquelle les deux vivaient jusque là. Absolument rien d'autre que ce qui va de soi, pour tout le monde, bigots compris, dès que le couple a été enregistré à la mairie.

Tel qu'il est en projet aujourd'hui (et s'il est amendé il y a toutes les chances que ce soit dans un sens encore restrictif) le PACS est même loin d'étendre à tous, quels que soit leurs moeurs, des droits qui pourtant devraient aller de soi. Par exemple celui de l'adoption. Car s'il est bien normal que l'on exige des garanties de celui, celle ou ceux qui adoptent un enfant, en quoi le fait d'être passé devant le maire et le curé va-t-il doter un couple des capacités nécessaires d'attention à l'enfant, de soin et d'amour... ou le fait de n'y être pas passé ou d'être homosexuel les enlèverait-il ?

Le PACS n'est un progrès (et c'en est un incontestablement... mais il faut dire aussi malheureusement) que parce que notre société est, elle, encore bien barbare. Car ce sont des relations humaines et sociales réelles que le PACS juge.

Le PACS peut être le bienvenu parce que l'individu loin de trouver dans la société des possibilités d'épanouissement ou éventuellement, en cas de nécessité, une protection... doit bien souvent se protéger contre elle. Et alors dans ce cas le couple officiel, aussi étriqué qu'il soit parfois, comme la famille, aussi oppressive qu'elle soit souvent aussi, sont tout de même un recours.

Voilà pourquoi le fait de pouvoir obtenir un peu plus d'égards, de par la loi, en passant devant le préfet (projet actuel du PACS), et non plus obligatoirement devant le maire ou le curé (avec tout le caractère rituel et sacré attaché à la cérémonie) est un progrès.

Mais assurément ce maigre pas en avant sera sans doute bien difficile à comprendre dans quelques générations, quand la liberté individuelle comme la solidarité sociale seront, espérons-le, tout autres. Plaignons même les historiens qui auront à l'expliquer. Car après tout le PACS est aussi une manière de remettre quelques chaînes... à l'union libre, quand toutes les statistiques nous disent que ce serait elle le vrai choix d'hommes et de femmes de plus en plus nombreux.

C'est tout de même une raison supplémentaire pour sentir, en voyant les tristes prestations ou écoutant les ridicules arguties des calotins de toutes confessions, des intégristes à barbe ou sans barbe, mais aussi des politiciens réactionnaires (et semble-t-il pas seulement à droite) calculant au plus près le poids des préjugés de leurs électeurs, qu'il doit y avoir des coups de PACS quelque part qui se perdent. Mais, s'ils insistent, se perdront-ils toujours...

M. H.

Leur société

En procès pour corruption

LE DERNIER ROMAN DE SERGE DASSAULT

Le procès de Serge Dassault pour une affaire de pots-de-vin remis à des politiciens socialistes belges est instruit depuis le 2 septembre dernier. L'avionneur, héritier de Marcel Dassault, a été entendu toute la semaine sur cette affaire. Son système de défense est simple : il nie tout.

Ce procès concerne deux affaires de corruption. Deux politiciens belges, l'un dirigeant du Parti Socialiste francophone et l'autre du Parti Socialiste flamand, auraient touché des pots-de-vin de la part de la firme italienne Agusta, pour l'attribution d'un marché d'hélicoptères militaires, et de la part de Dassault, dont l'entreprise Electronique Dassault devait moderniser les chasseurs F16 de l'armée de l'air belge. Le patron d'Agusta a eu la bonne idée de décéder quinze jours avant le procès. Autre mort encombrant : le général commandant de l'armée de l'air belge, qui défendait les intérêts de Dassault auprès de l'Etat belge, s'est suicidé une fois cette affaire connue.

L'avionneur français a reçu des assurances pour accepter de participer à ce procès. Il bénéficie d'un régime de faveur : venant tous les jours en avion privé, il repart l'après-midi vaquer à ses occupations de chef d'entreprise et réserve ses soirées à la mairie de Corbeil-Essonnes. C'est la dure vie du cumulard !

Dassault se présente comme un naïf dupé par des escrocs. À l'entendre, les pots-de-vin versés pour obtenir un marché public n'existeraient pas. Seules les vertus de sa « supériorité technologique » expliqueraient qu'il ait décroché un marché d'un milliard de francs.

Il n'en reste pas moins qu'il existait un système de comptes suisses permettant de faire passer de l'argent vers les finances du Parti Socialiste flamand. On a trouvé la trace d'un versement de 15 millions de francs en provenance d'un compte de Madeleine Dassault, la mère de l'avionneur. Décédée depuis, elle ne risque pas de démentir son fils qui prétend qu'elle s'est fait avoir par des escrocs. À l'entendre, la pauvre femme voulait aider son fils à obtenir les marchés convoités. Et, bien que les pots-de-vin n'existent pas, elle a accepté de verser de l'argent à ce titre. Voilà le pot-aux-roses dévoilé, pensez-vous ; mais non, selon Dassault, ce n'était que le prétexte imaginé par des escrocs pour extorquer de l'argent à la pauvre femme. Et ces escrocs futés, utilisant des prétextes... plausibles, auraient versé de l'argent aux socialistes belges pour dissimuler l'escroquerie. C'est simple, il suffisait d'y penser. Dassault est mûr pour écrire des romans !

Dans le secteur militaire, depuis qu'il existe des fournisseurs aux armées, les marchés obtenus sans pots-de-vin sont aussi rares que les politiciens qui n'ont jamais reçu d'argent des grandes entreprises. Les Dassault, feu le père comme le fils, sont bien placés pour le savoir, ayant mené l'un et l'autre des carrières d'hommes d'affaires à temps plein et de politiciens à temps partiel. D'ailleurs, la presse rapporte que, lors d'un interrogatoire par un juge belge venu tout exprès à Paris, Dassault avait lâché : « *Tout le monde donne des commissions !* »

Peut-être que ces explications à grosses ficelles suffiront à le dédouaner, mais Dassault est aussi aidé par l'attitude de ses accusateurs. En effet, entre les deux politiciens socialistes qui l'accusent, c'est la haine depuis que l'un des deux a découvert que l'autre voulait lui mettre cette affaire de corruption sur le dos...

Et tout cela a lieu quelques années après l'assassinat resté inexpliqué du principal dirigeant du Parti Socialiste belge. Il n'y a pas à dire, la réalité du petit monde des industriels et des politiciens dépasse, et de loin, la fiction.

Jacques FONTENOY

Au sommaire de

LUTTE DE CLASSE n° 37

(Septembre-Octobre 1998)

- La crise financière : Une fuite en avant
- Congo : le Congo déchiré par les bandes armées... et par des rivalités impérialistes
- Kosovo : destructions, tueries, déplacements de populations
- France : apolitisme et mouvement social
- Tribune de la minorité
  Accord LO-LCR pour les élections européennes ?
  Des espoirs et une nécessité.

Prix : 10 F — Envoi contre 12 F en timbres

Les brochures du Cercle Léon Trotsky

Dernières brochures parues :

- En 1999, l'euro ? Face aux bourgeois qui unifient leurs monnaies, les intérêts communs des travailleurs de toute l'Europe
  (N°78 – exposé du Cercle Léon Trotsky du 24 avril 1998)
- Cent cinquantenaire de l'abolition de l'esclavage dans les colonies françaises : esclavage et capitalisme
  (N°79 – exposé du Cercle Léon Trotsky du 12 juin 1998)

Prix : 10 F – Envoi contre 12 F en timbres par brochure demandée.

Arc.

2 octobre 1968 à Mexico :

LE MASSACRE DE LA PLACE DES TROIS-CULTURES

2 octobre 1968 au Mexique : à quelques jours de l'ouverture des Jeux Olympiques dans ce pays, l'armée tirait sur des manifestants rassemblés à Mexico sur la place des Trois-Cultures, procédant à un véritable massacre de centaines d'hommes, de femmes et d'enfants.

Le Mexique, présenté en Occident comme l'exemple d'un décollage industriel réussi, demeurait cependant un pays où une minorité très riche écrasait une majorité de très pauvres. De nombreux prisonniers, militants politiques et syndicalistes, croupissaient dans les prisons. La vie politique mexicaine restait dominée par le PRI, le Parti Révolutionnaire Institutionnel, un parti de notables aux méthodes mafieuses, et surtout par l'armée, véritable armature du pouvoir.

Mais en cette année 1968, les étudiants mexicains commencèrent à se mobiliser, suivant l'exemple des autres mobilisations étudiantes en cours dans le monde. Dès le début du mouvement, la répression s'abattit. Le 26 juillet, la police tira lors d'une manifestation, faisant des morts. Les étudiants dénoncèrent la répression, exigeant de réels droits démocratiques. Pour organiser la lutte, un Conseil national de grève fut mis en place.

Le 2 octobre, un meeting fut donc appelé pour la fin de l'après-midi à Mexico. Des dizaines de milliers de personnes convergèrent vers la place des Trois-Cultures, où, du balcon d'un immeuble, des membres du Conseil national de grève prirent la parole. Mais peu après le début du meeting, au signal d'un hélicoptère, des détachements militaires commencèrent à avancer, faisant de la place une véritable souricière dont les soldats bloquaient les issues. Une rafale de mitrailleuse lourde visa les membres du Conseil étudiant sur leur balcon, tandis que d'autres tiraient sur la foule coincée sur la place. Simultanément, des centaines de soldats partaient à l'assaut en tirant dans toutes les directions. Des dizaines, puis des centaines de morts et de blessés allaient joncher la place après un mitraillage intense de près de trois-quarts d'heure.

C'est l'armée qui avait décidé ce bain de sang pour terroriser et briser le mouvement. Elle avait mis sans doute en partie devant le fait accompli le président lui-même, Diaz Ordaz. Mais au fond toute la bourgeoisie mexicaine put respirer en la voyant mettre fin à un mouvement qui, en ébranlant l'ordre politique, pouvait aussi comme dans d'autres pays déborder le cadre étudiant et entraîner un ébranlement social. Après ce massacre, les dirigeants politiques et les élites mexicaines se turent. Parmi ces dernières, l'écrivain Octavio Paz fut un des rares à protester publiquement en démissionnant de son poste d'ambassadeur.

Le mouvement étudiant liquidé, une grande partie du Conseil de grève arrêtée, l'ordre régnait à Mexico. L'armée patrouillant dans la ville, les Jeux Olympiques purent commencer. Le 12 octobre, Diaz Ordaz présida comme si de rien n'était la cérémonie d'ouverture, parlant sans honte dans son discours de paix et de fraternité. Mais dans le reste du monde non plus, il n'y eut guère de protestations de la part des gouvernements, même proclamés « démocratiques ». Il n'y eut non plus lors des Jeux nul athlète pour crier son dégoût du massacre perpétué non loin des sites de compétition. Seul le geste de deux coureurs noirs américains brandissant le poing lors de cérémonies de remise de médailles, au nom de la révolte de la jeunesse noire opprimée, allait exprimer durant ces jeux un cri de dignité humaine au milieu du silence des cimetières de Mexico.

Michel ROCCO

Après la réunion du G7

LE RISQUE D'UNE CRISE MAJEURE DU SYSTÈME CAPITALISTE

Le G7, le groupe des sept pays les plus industrialisés, s'est réuni à Washington le 3 octobre, alors que, depuis des semaines, on assiste à une crise boursière et financière telle qu'on n'en avait pas connu depuis un demi-siècle. À en juger par le fait que les Bourses ont continué de baisser au lendemain de cette réunion, elle n'a guère eu d'effet sur les milieux mondiaux de la finance.

UNE CRISE QUI FAIT TACHE D'HUILE

Le système financier et boursier s'est d'abord effondré dans l'Asie du Sud-Est, atteignant désormais la Russie et l'Amérique latine : en un mois, 30 milliards de dollars se sont enfuis du Brésil où la Bourse ne cesse de chuter, entraînant à sa suite celles de l'Argentine et du Mexique. Dans ces pays où les capitalistes nord-américains ont misé gros, le risque d'un krach est tel qu'une des rares décisions du G7 a été de mettre sur pied un crédit d'urgence du Fonds Monétaire International... destiné en fait à protéger, non pas le Brésil, mais les investissements américains dans ce pays.

Des zones du globe que l'on présentait comme des oasis de stabilité - l'Amérique du Nord, à cause de la puissance économique des États-Unis ; l'Europe de l'Ouest, avec sa prochaine unification monétaire - sont concernées et subissent les effets de cette réaction en chaîne. Il y a trois mois, le président de la Réserve fédérale (la banque centrale des États-Unis) s'extasiait en public sur les perspectives économiques de son pays. Aujourd'hui, les autorités américaines reconnaissent que la « reprise » bat de l'aile, que les créations d'emplois diminuent et les licenciements continuent de plus belle, tandis que le dollar perd de la valeur.

On entend dire maintenant que les turbulences boursières ne concerneraient que l'« économie virtuelle », tandis que les bases économiques, au moins dans les pays développés, seraient saines. Mais les capitalistes, eux, ne dressent pas une cloison étanche entre le monde de la finance et celui de l'entreprise ! Ce sont les acteurs d'un même système capitaliste qui ont provoqué cette crise en spéculant sur les actions d'entreprises bien réelles, sur le fait qu'elles voyaient leurs profits s'envoler en licenciant à tour de bras dans tous les pays du monde. C'est cette augmentation de la rentabilité des entreprises pour leurs propriétaires qui a dopé les Bourses toutes ces années.

La baisse constante de la part des richesses produites qui revient aux classes laborieuses du monde entier, et donc leur appauvrissement en contrepartie, a assuré les profits de la bourgeoisie, actionnaires et boursicoteurs confondus. Mais si la bourgeoisie a fait son miel de la baisse du niveau de vie de centaines de millions de travailleurs de par le monde, elle a amplifié son enrichissement par la spéculation en transformant l'économie mondiale en un gigantesque casino où tous les bons coups pouvaient rapporter gros.

Cela fait des années que l'on évoque à ce propos l'image d'une bulle spéculative grossissant sans cesse et de moins en moins liée à la production réelle. Cela fait des années que les États se montrent incapables, même les plus puissants d'entre eux, de contrôler le flux des capitaux qui se déplacent d'un bout à l'autre de la planète à la vitesse des ordinateurs.

L'IMPUISSANCE DES ÉTATS

Même les commentateurs les mieux disposés à son égard, tels les journaux des milieux d'affaires, ont reconnu qu'il n'était rien sorti du G7. Clinton et les autres ont à nouveau adjuré la deuxième puissance impérialiste au monde, le Japon, d'assainir son système financier pour « relancer la machine ». Clinton a insisté pour que les États européens abaissent leurs taux d'intérêt : ce serait censé libérer des capitaux pour qu'ils s'investissent dans l'économie réelle.

Pour que les conseils du G7 soient suivis d'effets, encore faudrait-il que les États réunis dans le G7 acceptent des mesures qui, en les lésant, favoriseraient leurs rivaux. Mais, même si cela était le cas, qu'est-ce que cela changerait de fondamental ?

Les États impérialistes les plus puissants sont bien incapables - même du point de vue de la grande bourgeoisie dont ils sont les représentants - de savoir comment agir sur leur propre système, face à une crise qu'ils ne maîtrisent pas. En effet, ils n'ont ni la volonté ni les moyens d'agir contre les spéculateurs qui sont en fait les puissances financières et industrielles qui gardent les mains libres. Et cela n'a rien d'étonnant : le capitalisme reste un système anarchique, opaque même aux yeux de ceux qui en profitent et sont censés le diriger.

Face à l'emballement de cette crise financière, certains, y compris parmi les tenants du système capitaliste, évoquent la possibilité d'une crise majeure comme le fut celle de 1929, cette récession qui déboucha sur la Seconde Guerre mondiale et son cortège de destructions et de barbarie.

Ce danger existe en effet et si l'humanité ne veut pas revoir, en pire, ce qu'elle a déjà connu après 1929, il n'y a qu'une solution : il lui faudra - et le plus tôt sera le mieux - balayer ce système capitaliste injuste, incontrôlable, destructeur et inhumain. Le communisme, c'est-à-dire une économie organisée rationnellement à l'échelle mondiale sous le contrôle des producteurs, reste la seule issue possible pour l'humanité.

Pierre LAFFITTE

Italie

Après deux ans de soutien au gouvernement Prodi

« RIFONDAZIONE COMUNISTA » PASSE À L'OPPOSITION

Une crise gouvernementale va-t-elle s'ouvrir en Italie après l'annonce de la décision du Parti de la Refondation Communiste de retirer son soutien au gouvernement Prodi ? La question est posée depuis que le secrétaire général de « Rifondazione », Fausto Bertinotti, refuse en particulier de voter le projet de budget présenté par le démocrate-chrétien Prodi, auquel il reproche de représenter une politique « néo-modérée », et déclare vouloir une politique plus à gauche.

Que la politique du gouvernement Prodi soit une politique antiouvrière, tout à fait semblable à celle menée par les partis socialistes ou sociaux-démocrates au gouvernement dans les autres pays d'Europe, voilà qui est tout à fait vrai. Mais la découverte faite par Bertinotti est tardive. La politique de Prodi n'a pas changé, alors que cela fait plus de deux ans que « Rifondazione » lui accorde son soutien.

Le gouvernement Prodi a été mis en place après les élections d'avril 1997 et la victoire électorale de la coalition dite de « l'Olivier » qui regroupe le Parti Populaire, c'est-à-dire démocrate-chrétien, les Verts, et dont la force principale est constituée par les DS, les « démocrates de gauche », nom adopté désormais par la fraction majoritaire de l'ancien PC italien, dirigée par Massimo D'Alema. Mais pour avoir une majorité, « l'Olivier » a besoin des voix du Parti de la Refondation Communiste (PRC), qui regroupe les militants de l'ancien PC ayant choisi de garder l'étiquette communiste.

Bien sûr, Bertinotti est tout à fait conscient, et pas seulement depuis ce mois de septembre, du mécontentement que la politique de ce gouvernement suscite au sein de la classe ouvrière et de la désillusion et de la désaffection qu'elle provoque au sein de son propre parti et de son électorat. Il y a tout juste un an, il a d'ailleurs provoqué de la même façon une crise gouvernementale avec Prodi. Cette crise s'est conclue en deux jours. Prodi a accepté de promettre une loi des 35 heures du même acabit que la loi Aubry en France, moyennant quoi, pour un an encore, Prodi a pu bénéficier du soutien de Bertinotti.

La crise ouverte en cet automne 1998 est-elle plus sérieuse et Bertinotti montrera-t-il plus de détermination face à Prodi ? Peut-être, mais alors cela correspond bien plus de la part du dirigeant de « Rifondazione » à des calculs politiques et politiciens qu'au souci de défendre une autre perspective devant la classe ouvrière.

Un parti divisé

Pour imprimer ce tournant à « Rifondazione », Bertinotti a dû affronter l'opposition de l'autre grande tendance du parti, celle que dirige Armando Cossutta. Cossutta, président du parti, représentant de l'ancienne tendance pro-soviétique du PC italien et avant tout homme d'appareil, montre depuis un an son opposition croissante à Bertinotti. Cette fois, il s'est opposé ouvertement à l'idée de passer à l'opposition mais n'a pu empêcher un certain nombre de ses propres partisans de passer du côté de Bertinotti. Celui-ci, ancien syndicaliste, plus proche de l'ancienne gauche du Parti Socialiste que de l'ancien PC, passe dans le langage politique italien pour un « mouvementiste ». Il faut comprendre par là qu'il voudrait, plus que de l'appareil, se servir des mouvements sociaux et faire au moins semblant de tenir la dragée haute au gouvernement. Personnalité très médiatique, il s'est fait une spécialité de ces opérations démagogiques dans lesquelles il menace et tempête… avant finalement de s'incliner ; comme savent le faire bien des bureaucrates syndicaux au cours de négociations.

Son passage à l'opposition sera-t-il de longue durée ou est-il destiné à se résoudre en quelques jours tout comme à l'automne 1997 ? On ne peut le dire car tout l'art politique d'un Bertinotti tient justement dans ces volte-face de dernière heure. On évoque aussi maintenant la possibilité d'un éclatement de « Rifondazione ». Ce serait le cas en particulier si les 21 députés qui suivent Cossuta décidaient de maintenir leur soutien au gouvernement malgré la décision contraire du Comité National du Parti. Mais la question est d'abord de savoir si sa politique ouvre une perspective réelle à la classe ouvrière, et cela malheureusement il n'y a pas à chercher bien loin pour constater que non.

Les calculs de Bertinotti

Bertinotti rompt avec Prodi, en faisant sur la politique de celui-ci un certain nombre de constatations justes, par exemple sur les milliards consacrés aux entreprises et non à l'aide aux plus démunis. Mais il se garde bien de dire quels objectifs il défend pour la classe ouvrière, ni à quelles conditions un soutien au gouvernement lui semblerait de nouveau possible. Il y a une bonne raison à cela : il souhaite garder les mains libres et ne pas se lier, auprès de sa base, par un quelconque engagement. Quant à ce qu'il vise, on le voit pointer lorsqu'il parle à un journaliste de *La Repubblica* des « *potentialités énormes* » de la gauche aujourd'hui. Et de préciser que la social-démocratie européenne doit aujourd'hui choisir entre le « modèle Blair » et… le « modèle Jospin ». Pour Bertinotti en effet, Prodi serait une sorte de « modèle Blair », tandis que le gouvernement Jospin serait un gouvernement de gauche bien plus avancé, qu'il propose donc comme modèle…

Quelle différence peut bien exister, du point de vue des intérêts de la classe ouvrière, entre les politiques d'un Blair, d'un Jospin, d'un Prodi, et maintenant d'un Schröder, dont seul le langage peut parfois différer, et encore, mais qui obéissent en fait à la même logique antiouvrière ? Et dans le raisonnement de Bertinotti, quel serait donc l'équivalent d'un gouvernement Jospin en Italie ? Cela pourrait être, laisse-t-il entendre, un gouvernement D'Alema, appuyé sur les DS, avec pourquoi pas des ministres de « Rifondazione », tandis que Prodi deviendrait par exemple président de la République, dont l'élection a justement lieu en mai. Ce serait, dans le langage d'une certaine gauche italienne, l'obtention d'« équilibres plus avancés »…

Car dans tout cela on cherche vainement ce qu'un Bertinotti propose, du point de vue des revendications, des luttes, des possibilités d'imposer les intérêts de la classe ouvrière. Et pour cause, il ne veut rien proposer, sauf un peu de poudre aux yeux. Et de ce point de vue les travailleurs conscients d'Italie auraient bien tort de se fier aux accès de radicalisme verbal d'un Bertinotti, qui n'ont pas plus de substance que les accès de « nouvelle radicalité » d'un Robert Hue en France…

André FRYS

Le vote de la direction de « Rifondazione »

Le Comité politique national de « Rifondazione », réuni les 3 et 4 octobre, avait à choisir entre quatre motions. La motion Cossutta, qui proposait de maintenir le soutien de « Rifondazione » au gouvernement Prodi, a recueilli 112 voix. La motion Bertinotti, qui proposait de retirer ce soutien, en a recueilli 188, soit la majorité absolue. La motion Patta, se disant « ni contre Cossutta ni contre Bertinotti », et proposant une « synthèse », à vrai dire difficile, entre ces deux positions opposées, en a recueilli 5.

Mais le Comité politique de « Rifondazione » compte aussi un certain nombre de militants se réclamant du trotskysme, notamment venus de la section italienne du Secrétariat Unifié de la Quatrième Internationale et qui, au cours du Congrès d'il y a deux ans, avaient présenté ensemble une motion contre le soutien au gouvernement. Cette « deuxième motion » avait recueilli alors 15 % des voix contre la motion majoritaire. La réunion des 3 et 4 octobre a enregistré une coupure au sein des représentants de cette deuxième motion. Les uns, autour de Livio Maitan, dirigeant connu du Secrétariat Unifié, ont voté avec Bertinotti, lui apportant 24 voix. Les autres, autour de Marco Ferrando et de la tendance qui édite la revue trotskyste *Proposta*, ont tenu – avec raison – à maintenir leur indépendance à l'égard de Bertinotti. Ils ont donc présenté leur propre motion critiquant le soutien au gouvernement… mais aussi la politique de Bertinotti qui ne découvre qu'au bout de deux ans la nocivité de ce soutien. La motion de Marco Ferrando a recueilli 24 voix, sur 338 membres de ce Comité national.

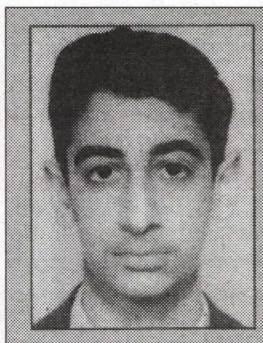
Mais au-delà de ce vote, il existe bien des militants, dans et en dehors de « Rifondazione », qui souhaiteraient pouvoir se retrouver autour d'une politique claire d'opposition, au gouvernement et au patronat, sur des objectifs de classe. Et il serait en effet indispensable d'ouvrir une telle perspective, non seulement au sein de la direction de « Rifondazione », mais aux yeux de toute la classe ouvrière. C'est à cet enjeu que sont confrontés les militants révolutionnaires italiens, membres de « Rifondazione » ou non, d'ailleurs.

A. F.

Argentine

UNE DICTATURE IMPOSSIBLE À OUBLIER

La Cour suprême argentine a eu beau décider, en août dernier, que les poursuites dans le cadre d'une affaire concernant les exactions des militaires devaient être interrompues, la société continue d'être profondément marquée par les séquelles de la dictature. Et ceux qui s'activent pour obtenir un peu de lumière et de justice des militaires sont bien loin d'avoir baissé les bras.

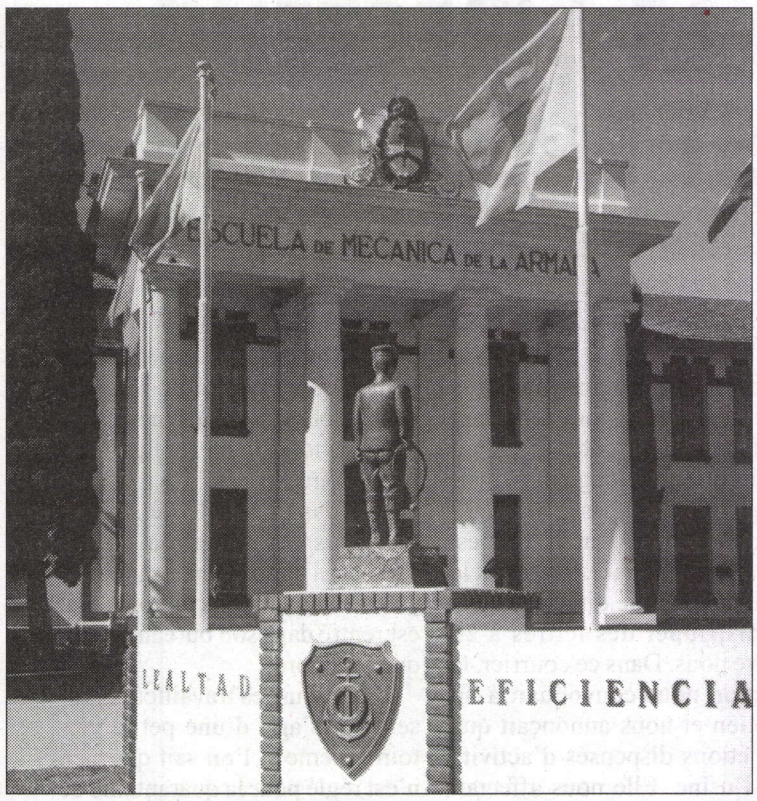


HECTOR HUGO CAVALLO

Víctima de la dictadura militar desaparecido el 15/8/78

A veinte años tu querido recuerdo nos da fuerza para esperar que se haga justicia.
No olvidamos, no perdonamos, exigimos juicio y castigo.
Nuestra lucha por saber la verdad no cesará jamás.
Con amor, tu familia y todos los que te queremos.
Te rendiremos homenaje a vos y a todos tus compañeros de El Vesubio, como así también a los treinta mil desaparecidos, el día 3 de setiembre a las 19.30 hs. en el Auditorio de A.T.E., Av. Belgrano 2533, Capital.

Annonce parue dans la presse, au sujet d'un des disparus sous la dictature



L'école de mécanique de l'armée, l'un des principaux centres de tortures. La devise : « Loyauté - efficacité »

Pratiquement chaque jour, le quotidien *Pagina 12* publie une ou plusieurs petites annonces venant rappeler qu'il y a vingt ans ou plus était assassiné, ou disparaissait, tel ou telle ; l'annonce est généralement accompagnée d'une photo de la personne dont on vient rappeler le souvenir.

Le souvenir des victimes

En août dernier, une des chaînes de télévision diffusait à une heure tardive un film sur le procès des militaires. La pression de l'opinion publique a imposé qu'il soit rediffusé une seconde fois. En effet, ceux qui ont été des militants ou des sympathisants de gauche dans les années soixante-dix, même si souvent ils se sont rangés et ont pu faire carrière, bien souvent ne renient pas leur passé. Avoir eu une sœur, un frère, une femme ou un mari, un ami assassinés par les militaires les a marqués profondément. Les anciens dictateurs ou les tortionnaires, entourés d'opprobre, en sont réduits à ne plus avoir de vie publique et doivent vivre entre eux : reconnus y compris dans les restaurants chics, ils étaient pris à partie par leurs voisins de table. L'amiral Massera vit ainsi terré dans un immeuble du quartier bourgeois de Buenos Aires, sous la protection de policiers en civil.

Les grands-mères restent toujours très actives dans la recherche de leurs petits-enfants volés dès leur naissance dans les centres de détention. Les Mères de la Place de Mai continuent de manifester chaque jeudi sous les fenêtres du palais présidentiel, la « Maison rose ». À l'issue de leur ronde, leur porte-parole Hebe Bonafini continue d'interpeller le gouvernement sur l'actualité politique de la semaine. Par exemple, haut-parleur dirigé vers le palais de Menem, elle dénonce les crimes que commettent très souvent les policiers argentins à la gâchette facile (une association qui essaye de réagir contre ce genre de crimes vient de se créer). Entre mères de disparus et victimes de crimes récents, il s'est créé des solidarités.

L'impunité des tortionnaires

Les enfants des disparus qui ont vingt ans et plus ont pris le relais des Mères en créant leur propre organisation, Hijos (Les enfants). Ils recherchent les tortionnaires de leurs parents qu'ils vont ensuite dénoncer devant chez eux, pour les discréditer auprès de leurs voisins. Ils participent aussi à des manifestations de protestation et sont quelquefois invités sur les plateaux de télévision.

Il y a quelque temps, le président de la République Carlos Menem avait essayé de déménager l'ESMA, la sinistre école de mécanique de la marine argentine, qui au temps de la dictature était un de principaux lieux de détention et de torture des opposants, que le plus souvent ceux-ci ne quittaient que pour un dernier transfert en avion d'où on les jetait dans les eaux du Rio de la Plata. Menem voulait remplacer ce sinistre lieu par un parc. Devant la protestation générale, il a dû remballer sa proposition.

Du radical Alfonsin au péroniste Menem, les gouvernants ont multiplié les lois pour qu'il soit presque impossible de poursuivre les militaires pour les crimes commis pendant la dictature. Mais les lois du « pardon » et du « point final » ont des failles. Grands-mères, mères, enfants, avocats se sont chargés de les trouver. La loi permet qu'on recherche ce que sont devenus les enfants des militants assassinés, souvent enlevés par des militaires, parfois leurs anciens tortionnaires. Le pays est régulièrement bouleversé par des épisodes de cette recherche inlassable.

La loi permet aussi de rechercher les corps des disparus. Il y a quelques jours, le général Videla, l'un des principaux chefs de la dictature, devait encore répondre de ce qu'étaient devenus les corps de Santucho et Urteaga, deux dirigeants de l'ERP, un groupe de guérilla urbaine.

Un groupe d'avocats espagnols vient de localiser cinq cents documents sur la dictature argentine répartis dans différentes archives de l'État nord-américain. Parmi ceux-ci, des ordres du chef de l'État argentin sur la séparation des enfants de leurs parents, des consignes du ministre de l'Intérieur sur ce qu'il convenait de faire quand les parents « disparaissaient ». Parmi ces documents, on trouve aussi des analyses sur ce qui se passait dans les centres clandestins de détention ou sur les « vols de la mort », ces vols d'hélicoptères ou d'avion d'où les détenus vivants étaient jetés à l'eau ; des crimes sur lesquels l'armée avait choisi de rester muette.

Jacques FONTENOY

Chaque semaine la porte-parole des mères intervient, sono dirigée vers le palais présidentiel.

France Télécom

Renseignements téléphoniques internationaux :

NON AUX SUPPRESSIONS D'EMPLOIS !

Aux « Renseignements Internationaux », sept cents opérateurs répartis dans différents centres répondent au public qui veut connaître un numéro de téléphone dans un autre pays : France Télécom veut supprimer la moitié de ces emplois. Les opérateurs ont donné une première réponse à cette attaque en se mettant massivement en grève le 29 septembre.

Depuis cette journée, des réunions syndicales téléphonées d'un bout à l'autre du pays continuent pour s'échanger les informations parfois contradictoires que la direction donne dans les différents centres, répondre à la division qu'elle veut semer entre les centres qui doivent fermer et les autres, et s'encourager mutuellement à préparer la suite de la riposte. À France Télécom, le service international par opérateur (l'équivalent du « 12 », mais pour la recherche d'un numéro de téléphone à l'étranger) est en effet réparti dans plusieurs lieux de travail à travers la France. La direction de ce service a annoncé la suppression de plusieurs d'entre eux : Toulouse dès la fin de l'année, Lyon et Paris-Archives l'année prochaine. Dans ces trois centres, la grève du 29 septembre a été unanimement suivie. À Toulouse les opérateurs ont refusé collectivement d'aller s'inscrire au bureau des ressources humaines pour chercher un poste ailleurs, ceux de Paris Archives et de Bagnolet se sont rejoints pour investir les locaux de la direction, imposant que la responsable du projet de suppressions d'emplois vienne s'expliquer devant eux. Les opérateurs des centres qui doivent, du moins pour le moment, rester ouverts, se sont sentis fortement concernés puisque la grève a été suivie à Nantes (100 %), Bagnolet (65 %), Marseille (44,7 %), Lille (66 %) et Strasbourg (60 %).

Le personnel de France Télécom recruté comme fonctionnaire conserve sa garantie d'emploi, cependant personne n'est à l'abri d'une mutation d'office, menace que la direction a brandie en cas de refus du « reclassement ».

Les mutations vers d'autres services de France Télécom, qu'ils soient éloignés ou pour certains situés dans les mêmes centres, risqueraient de se traduire par 3 200 francs en moins chaque mois sur la paye, que les opérateurs des centres internationaux touchent au titre d'une prime de langues. A cette perte sèche s'ajoute des problèmes de transport, de changements d'horaires. De plus, ceux qui ont demandé, parfois depuis des années, une mutation, n'ont aucune garantie de l'obtenir… là où ils le souhaitent. Le mécontentement des opérateurs traduit aussi une dégradation générale des conditions de travail : par exemple à Lyon, ils ne veulent pas être mutés vers l'unité de service commerciale des téléphones mobiles, réputée pour les pressions que la direction exerce afin de « se battre » pour vendre à tout prix du matériel.

Dans les centres qui resteraient ouverts, le personnel s'inquiète d'une nouvelle augmentation de la charge de travail. En mars dernier, le temps laissé à l'opérateur entre deux appels a été réduit de 20 à 10 secondes, l'objectif étant d'augmenter la « productivité » de 28 % en un an. Et à Bagnolet par exemple, l'arrivée prévue de vingt ou trente personnes de Paris Archives ne compenserait pas l'augmentation de la charge de travail de 25 % qui est annoncée. Pour tenter de la faire accepter par le personnel, la direction a voulu faire croire qu'elle avait décidé de fermer là où « la qualité de service » n'était pas bonne, Mais à l'évidence, son objectif est de réduire les effectifs et personne ne sera épargné si France Télécom annonce dans quelque temps qu'il n'est plus question de renseigner le public sur les numéros à l'étranger (cela ne lui est pas imposé au titre du « service universel ») ou, ce qui reviendrait à peu près au même, augmente les tarifs qui deviendraient inabordables pour la plupart des usagers. Déjà, depuis décembre 1997, les renseignements internationaux sont payants dès l'accès au service, les opérateurs ne peuvent donner que deux renseignements (et donner le tarif en plus du numéro de téléphone, c'est compté comme deux renseignements). De plus, à Paris Archives, étant donné le manque de personnel, la direction demande de donner la priorité à « France direct » (qui permet de téléphoner de l'étranger avec une carte de France Télécom), géré par le même service mais jugé commercialement rentable et en conséquence mis en dehors de la réorganisation actuelle. Il est même est question de facturer les demandes au temps que l'opérateur mettra pour obtenir le renseignement auprès de son collègue à l'étranger : une interrogation sur un numéro aux Etats-Unis étant jugée beaucoup plus « rentable » qu'une autre concernant un pays africain, longue à aboutir.

Cela donne une idée des mesures cyniques de la direction de France Télécom pour rendre l'entreprise encore plus juteuse pour les actionnaires. Le gouvernement les a déjà alléchés en annonçant une nouvelle ouverture du capital, prévue pour cet automne, qui devrait réduire la part de l'Etat de 75 à 62 ou 63 %. La baisse de la Bourse de ces dernières semaines a peut-être un peu retardé l'opération mais le personnel a déjà à se battre contre les intérêts des actionnaires, présents et futurs.

Correspondant LO

Les travailleurs d'Ormes devant le tribunal.

Alcatel Ormes (Loiret)

LE DIRECTEUR EST BREDOUILLE… ET RECULE

Le directeur qui rentre dans son bureau en claquant la porte, et les travailleurs qui repartent satisfaits de leur côté, ce n'était pas arrivé depuis longtemps, mais c'est ce qui s'est passé mardi 29 septembre chez Alcatel à Ormes.

La veille, alors que se tenait la réunion de CE, le directeur avait fait distribuer des lettres à 25 d'entre nous. Dans ce courrier, la direction nous convoquait à un entretien et nous annonçait que nous étions dispensés d'activité dans l'usine. Elle nous affectait à une antenne-emploi bidon située à deux pas de l'ANPE.

Le sang des travailleurs n'a fait qu'un tour. Ils sont venus interrompre le CE, demandant l'annulation du courrier. Le CE n'a repris qu'après que le directeur se fut engagé à donner une réponse le soir même. Alors que la direction a déjà réussi à se débarrasser de 450 camarades sur le site depuis 2 ans, ces lettres pour se débarrasser des derniers sur la liste apparaissaient comme un geste de trop.

Le mardi matin nous apprenions la réponse : la mesure de dispense d'activité était suspendue jusqu'à connaissance de propositions de postes dans une autre division. Mais cela ne repoussait le problème que d'une semaine et, devant le mécontentement, les syndicats ont organisé une heure d'information. À la satisfaction générale, nous étions 200, suffisamment pour descendre faire un tour devant les bureaux de la direction. Le directeur s'est fait prendre à partie par le personnel, si bien qu'au bout d'un moment il a bredouillé : « Dans mon esprit je suspendais la mesure pour un mois, voire plus… ». Ce n'est pas tombé dans l'oreille de sourds. Certains lui demandaient de l'écrire, il a refusé en disant qu'il y avait beaucoup de témoins et il est rentré dans son bureau en claquant la porte.

Pour tous les travailleurs présents, il s'agit d'une petite victoire, même si l'on sait que rien n'est réglé pour la quarantaine de camarades encore menacés de licenciement dans le cadre du plan en cours.

La direction pensait sans doute que nous avions baissé la tête sous les coups et les départs qui n'ont cessé de pleuvoir ces derniers mois. Elle a pu vérifier qu'il n'en était rien.

Si elle cherchait à créer le choc, elle a réussi au-delà de toutes ses espérances. Elle aura même réussi à solidariser une bonne partie du personnel avec les derniers menacés. Elle n'a peut-être envoyé que 25 lettres, mais nous sommes 200 à avoir reçu le message, et ça change un peu le climat dans l'usine.

D'autant qu'après les déclarations du PDG qui souhaite externaliser au plus vite ce qui reste de production et d'installation, tout le monde se sent externalisable en puissance. C'était la meilleure façon de répondre aux lettres et aux menaces du PDG.

Correspondant LO

Grève dans les transports parisiens, suite à des agressions :

LA RATP REFUSE LA MOINDRE EMBAUCHE

Mardi 6 octobre à l'appel de tous les syndicats, la totalité des 23 dépôts d'autobus de la région parisienne se sont mis en grève. La plupart à 80-90%, quelques-uns un peu moins : Fontenay-aux-Roses, par exemple, a démarré avec 50% de grévistes, et 70% l'après-midi. Dans certains dépôts la grève a été reconduite pour le mercredi, et le trafic était très perturbé. De même la partie sud de la ligne D du RER, dépendant de la SNCF, était en grève. Le mouvement s'est étendu le mercredi dans le RER.

Il s'agissait de protester contre une série d'agressions et de réclamer des moyens pour que cela change. Les agressions sont en effet en progression, et de plus en plus graves. Dans Paris, un machiniste a été poignardé par un passager… qui avait loupé son arrêt ! À Neuilly-Plaisance une bande a « caillassé » un autobus, l'entourant, s'accrochant au véhicule. Le machiniste a reçu un pavé dans la figure. Les passagers n'ont semble-t-il pas été blessés. On n'en finirait pas de tout énumérer. Les conducteurs en ont assez. Dans certains dépôts, sur des lignes dites « sensibles » – mais pas seulement - c'est l'exaspération. Les machinistes ne veulent plus venir au travail pour risquer des coups ni même les « simples » insultes et les crachats.

Les salariés et les syndicats réclament principalement des effectifs supplémentaires pour assurer davantage de sécurité et contrer la « déshumanisation du réseau ». Selon un dirigeant syndical, qui répétait une information de la direction, la moitié des agressions serait la conséquence de la mauvaise qualité du service. Des usagers s'énervent et deviennent parfois violents tout simplement parce qu'il n'y a pas assez d'autobus, qu'on les attend trop, qu'on y est trop serré, etc. Avec un service correct, la moitié des frictions pourrait donc être supprimée. C'est une estimation, mais tous les machinistes savent que le climat se dégrade quand le service n'est pas à la hauteur.

Et puis à deux agents par autobus cela va beaucoup mieux question sécurité, même si tous les problèmes ne sont pas résolus, ceux des bandes en particulier.

Les agents de la RATP veulent « du concret, des effectifs ». Un peu partout ils ont interpellé les chefs de dépôt pour demander des comptes, à Nanterre par exemple où des services ont été supprimés.

Devant ce coup de colère la direction a très vite annoncé des mesures qu'elle venait de prendre à la suite d'une rencontre avec un représentant… du ministère de l'Intérieur.

En effet il y aura 2 compagnies de CRS supplémentaires (une pour le métro, une pour les bus) soit 200 policiers. De cela les agents RATP ne sont pas dupes : les policiers eux mêmes leur disent être débordés, avoir autre chose à faire, et ils restent deux ou trois semaines, puis vont voir ailleurs… Ce qui ne serait pas le cas s'il s'agissait d'agents RATP régulièrement embauchés. Seulement la RATP ne veut pas embaucher : pour elle les CRS ont l'immense avantage d'être payés par l'Etat, et non par sa propre caisse.

LO

En outre il y aura quelques centaines (il est difficile de savoir exactement combien) « d'agents de médiation » supplémentaires. Il s'agit « d'emplois-ville » au financement « multipartenarial » (avec les collectivités locales) qui ont beaucoup moins de poids (et de salaire !) que des agents RATP véritables. Le plan existait déjà, à la suite d'une précédente vague de grèves, il devrait être accéléré.

L'équipement par le système de localisation des autobus par satellite « Altaïr » sera lui aussi accéléré. En cas de danger le machiniste pourra appuyer discrètement sur un bouton et… espérer la venue rapide des secours. On passerait de 170 bus équipé à 2000 (la moitié du parc) à la moitié de l'année 2.000. Les préfets doivent aussi signer des « contrats locaux de sécurité » dont on ignore ce qu'il en sortira, et enfin deux services de surveillance devraient fusionner pour davantage de mobilité.

Bref beaucoup de vent, très peu d'avantages réels, et surtout pas la moindre petite embauche à la RATP.

Les agents ont aussitôt donné leur point de vue : « *C'est comme d'habitude, il n'y a rien de changé* », « *les policiers vont rester quinze jours* », etc.

Le mercredi 7 octobre une délégation syndicale est allée au ministère des Transports réclamer 1 000 machinistes supplémentaires ! Gayssot est sorti discuter. Il a rappelé les mesures déjà annoncées (certaines depuis huit mois…) et il a dit qu'il « espérait que la RATP allait entendre cette revendication » des salariés. Les employés sont donc munis maintenant de l'espoir du ministre, mais toujours pas d'embauche ! Alors qu'aucune amélioration ne sera envisageable sans une embauche importante de personnel, pour le service et pour la sécurité.

Correspondant LO

Échos des dépôts

CHRONIQUE D'UNE DÉGRADATION ANNONCÉE

Selon le plan de la direction locale les lignes 141 et 360 verront leurs intervalles aux heures creuses passer de 12 à 15 mn pour le 141 et de 19 à 25 mn pour le 360.

Qui va subir les reproches (justifiés) des usagers. Encore les machinistes ! Cela, plus les travaux en cours à Grande Arche, c'est trop ! Nous l'expliquons aux voyageurs, et certains demandent des réponses à la direction de Nanterre.

Nous continuerons et nous devons forcer la direction à embaucher.

(Dépôt de Nanterre)

DES MOYENS, TOUT DE SUITE !

Le 1er octobre, la RATP a inauguré la nouvelle ligne 88, remisée à Montrouge.

Mais nous, on inaugure le service avec les premiers usagers à juste titre mécontents de l'attente importante aux arrêts.

C'est que, entre Cité Universitaire et Gare Montparnasse, l'intervalle est de 10 minutes, et de 20 minutes (!) entre Montparnasse et le terminus Quai André Citroën dans le 15e arrondissement.

La direction prévoit bien de rajouter 11 services en plus des services actuels, mais seulement quand la ligne ira au bout de l'itinéraire projeté à l'origine – soit en principe au printemps 1999.

Pour encourager l'utilisation des transports en commun, il faudrait pourtant mettre les moyens nécessaires dès le départ. Mais le budget n'est pas là.

(Dépôt de Montrouge)

ÇA AUGURE MAL DE LA SUITE

Pour la mise en place du 88 le 1er octobre, la direction a fait travailler plus d'une dizaine de machinistes sur leur repos, et plus d'une vingtaine de machinistes étaient détachés à Montrouge.

Ce qui veut dire que la direction a bricolé jusqu'au jour de l'inauguration, car elle n'avait en fait pas les moyens réels nécessaires pour cette nouvelle ligne.

(Dépôt de Montrouge)

Extraits du bulletin Lutte Ouvrière *RATP – Réseau routier*

Supermarché Continent de la Ciotat (Bouches-du-Rhône)

LES SALARIÉS REFUSENT LA PRÉCARITÉ

Le vendredi 2 octobre, 70% des 200 salariés du magasin Continent de La Ciotat ont cessé le travail afin de mener une journée d'action en direction des clients pour faire connaître leurs revendications.

Ils demandent la réintégration d'un de leurs camarades qui a été sanctionné à tort par la direction. Ils dénoncent le manque de personnel et la précarisation du travail. Lors du changement d'enseigne, Continent succédant à Auchan, 21 travailleurs en contrat à durée indéterminée avaient quitté l'entreprise, mais 5 personnes seulement avaient été embauchées, ce qui correspond à 16 suppressions de postes dans le magasin. Des travailleurs en contrat à durée déterminée ou intérimaires ont été recrutés pour la saison estivale où l'activité bat son plein, et remerciés par la suite.

Les salariés refusent qu'on les utilise comme des objets que l'on jette sans tenir compte de leurs besoins réels. Ils réclament de vraies embauches et la conversion des CDD en CDI.

Enfin, ils ne supportent plus les conditions de travail imposées par une direction qui veut faire des économies sur leur dos. Soumis à la pression de certains membres de l'encadrement pour pallier le manque de personnel, ils ont laissé éclater leur colère.

Après avoir obtenu une entrevue avec la direction régionale, ils attendent qu'elle se prononce sur leurs revendications… et prévoient de reprendre l'action si la direction fait la sourde oreille.

Michelin Cholet Maine-et-Loire

UN NOUVEAU CAMOUFLET POUR LA DIRECTION

Le conseil des prud'hommes de Cholet, statuant en référé, a ordonné sous astreinte de 1000 F par jour de retard, passé après la notification de l'ordonnance, la réintégration des six jeunes en CDD licenciés après la grève contre le travail du dimanche, au mois de mai à l'usine Michelin de Cholet.

Même si le jugement est susceptible d'appel, Michelin doit payer les salaires depuis la date du licenciement le 2 juin, ainsi qu'à chacun d'entre eux la somme de 1500 F pour frais de procédure.

Ce jugement est ressenti dans l'usine comme à l'extérieur comme une nouvelle claque pour la direction, faisant suite à l'obligation de réintégrer un délégué le 20 août. Les licenciements apparaissaient scandaleux aux yeux de tous. Les juges n'ont retenu aucune faute lourde personnelle.

Pour le moment, la direction refuse de s'exécuter, en déclarant qu'elle va faire appel et que celui-ci a un effet suspensif. Le jugement est pourtant exécutoire, mais Michelin s'assoit dessus quand même, comme il s'assoit sur toutes les lois qui ne lui conviennent pas. Par contre, les lois qui l'arrangent il s'en sert, à commencer par celles qui l'autorisent à faire travailler les salariés le dimanche.

Au cours d'un entretien avec les jeunes, le représentant de la direction proposait de payer les salaires du 2 juin au 30 septembre 1998, et expliquait que si cette condition était acceptée, Michelin ne ferait pas appel du jugement. C'est évidemment inacceptable, et la direction exerce de nouveau un chantage. Les jeunes ne se sont pas laissé intimider et comptent bien obtenir leur dû jusqu'à la fin de leur contrat, en janvier.

Par ailleurs, le 2 octobre, les syndicats FO, CGT, CFDT appelaient à des rassemblements le jour du centenaire de « bibendum ». La direction fêtait l'événement sous un chapiteau à l'intérieur de l'usine, et offrait des gadgets et un verre de jus de fruits... Les débrayages ont été peu suivis (un peu plus d'une centaine de personnes). Mais ce peu de mobilisation ne signifie pas que les travailleurs ont digéré le travail du dimanche, et ceux qui ont débrayé ne sont d'ailleurs pas démoralisés.

Correspondant LO

DDE Isère

Hôtel de l'Équipement à Grenoble.

UN GAYSSOT CHAHUTÉ !

Cette année, le Congrès national de l'entretien et de l'exploitation de la route a eu lieu pendant trois jours à Grenoble. Ce salon sert de vitrine publicitaire aux entreprises privées du BTP et se déroule sous la houlette du ministère de l'Équipement. Plus de 150 grandes entreprises privées s'exposaient là avec leur matériel.

L'argent du contribuable a donc servi à financer l'organisation de toute la logistique de ce salon. Le personnel de la DDE de l'Isère a été sollicité pour l'accueil, le transport des personnalités et toute la préparation nécessaire à un tel rassemblement. Bref, pour la direction de la DDE, c'était la fête et tout le monde était invité à une journée de visite, avec repas offert, le mardi 29 septembre.

Mais ce n'était pas pour les agents de l'Équipement que Jean-Claude Gayssot, le ministre de l'Équipement et des Transports, venait inaugurer ce salon. Son intervention était prévue pour un parterre de chefs d'entreprises, de politiciens locaux, de hauts fonctionnaires et de délégations étrangères venues des quatre coins d'Europe, d'Asie et d'Afrique. Mais des travailleurs de l'Équipement, à l'initiative de la CGT, firent ce qu'il faut pour se rappeler au bon souvenir du ministre.

Quelques semaines auparavant, nous avions appris que 500 postes seraient supprimés en 1999 sur l'ensemble du ministère. En quinze ans, ce sont 16 462 postes qui ont disparu du ministère de l'Équipement, chiffre admis par ce même ministère. Durant toutes ces années, les gouvernements successifs ont comprimé nos salaires et 70 % des agents de l'Équipement gagnent moins de 8 000 F net par mois. Les conditions de travail se dégradent du fait de la réduction des effectifs et des budgets de fonctionnement.

À la DDE de l'Isère, les réorganisations se sont suivies au fil des ans, sans que les services rendus à l'usager aient été en quoi que ce soit améliorés, bien au contraire ! Pourtant il y a du travail à l'Équipement, comme dans les autres services publics, pour satisfaire les besoins de la population. Il faut que l'État embauche directement des milliers de jeunes et de moins jeunes dans les DDE.

Quant aux entreprises privées du BTP qui paradaient à ce Congrès, elles se frottaient les mains et applaudissaient à la dégradation du service public. Elles espèrent le remplacer dans bien des domaines rentables, susceptibles de dégager des profits. Quant aux salariés qui triment dans ces entreprises, on connaît leur situation, bien souvent en deçà de celle des travailleurs dépendant de l'Équipement : salaires minables, conditions de travail dangereuses, et des patrons qui s'arrogent tous les droits.

Tout ceci fut rappelé dans un tract diffusé par les manifestants à l'entrée du Congrès. Pour pénétrer dans la salle où il devait faire son discours, Gayssot fut obligé de passer sous une banderole qui indiquait : « *Gayssot vient fêter la casse du service public avec ses amis les patrons* ». Ensuite le grand show du ministre entouré de notables locaux, avec écrans géants, animateur, hôtesses (pour le service boisson de ces messieurs), fut perturbé par l'entrée fracassante de notre manifestation à laquelle s'étaient joints des militants des départements voisins. À plus de 150 nous avions réussi à pénétrer dans la salle, juste avant que les services de sécurité en ferment tous les accès, laissant des manifestants en arrière.

C'est aux slogans de « *Non aux suppressions d'emplois* », « *Non aux privatisations* », « *De l'argent pour le service public, pas pour les patrons* », ou « *Augmentez nos salaires* » que les agents occupèrent une partie de la salle. Comme nous avions beaucoup de choses à leur dire, tout ce beau monde a eu du mal à s'exprimer. Personne n'a entendu le premier discours, celui du directeur des routes au ministère, tant il y avait de bruit dans la salle. Et si les intervenants suivants (Gayssot, puis le président du Conseil général suivi du maire de Grenoble, Destot) ont eu quelques moments de répit, c'était pour mieux voir reprendre ensuite les slogans, quolibets et cris moqueurs. Du côté des congressistes, l'ambiance était plutôt coincée, mais côté manifestants c'était la franche rigolade. Ce n'est pas tous les jours qu'on peut « se payer » la tête d'un ministre, de patrons et de hauts fonctionnaires. Nous en avons donc profité largement.

Gayssot a quitté la salle sur l'air de « *ce n'est qu'un au revoir Gayssot* ».

Cette manifestation ne suffira pas à faire reculer ministre et patrons mais elle a eu le mérite de mettre l'accent sur les préoccupations des travailleurs. D'ailleurs c'est ce que la presse et les médias locaux ont retenu de la journée puisqu'ils ont couvert l'événement oubliant que ce jour-là, il était prévu de parler routes, grands projets et contrats pour les entreprises du BTP.

Correspondant LO

Hôpital Edouard-Herriot
Lyon

L'HÔPITAL MALADE DES RESTRICTIONS BUDGÉTAIRES

AFP

À l'hôpital Edouard-Herriot de Lyon, la panne électrique survenue dans la nuit du 25 au 26 septembre s'avère quelques jours après d'une extrême gravité puisque, de deux malades décédés le lendemain, on est passé à dix malades de réanimation morts dans les 48 heures qui ont suivi la panne.

La cause de cet incident est maintenant connue : une pièce défectueuse de l'installation de sécurité aurait empêché la mise en route de celle-ci au moment de la coupure EDF, privant ainsi l'ensemble de l'hôpital de toute alimentation électrique pendant deux heures.

Depuis quelques années, la politique des hôpitaux a été de transférer la gestion de toute une série d'activités à des entreprises privées, et ce pour des raisons d'économies budgétaires. C'est le cas à l'hôpital Edouard-Herriot où une filiale de Vivendi (ex-Générale des Eaux) gère la sécurité électrique. Cette entreprise n'a pas envoyé les spécialistes compétents au moment de l'incident, ce qui fait que la coupure de courant a duré beaucoup plus de temps que prévu. D'autre part, on a appris que la direction n'a pas respecté les simulations de panne qu'elle devait normalement effectuer tous les mois. Depuis plusieurs mois il n'y en aurait pas eu.

Face à cette coupure de courant, on a pu se rendre compte que l'hôpital était loin d'avoir prévu tout le nécessaire pour assurer la sécurité des malades.

Une grande partie de l'hôpital s'est retrouvée dans le noir, les veilleuses de sécurité n'ayant pas fonctionné correctement, faute d'entretien. Car depuis des années, on a diminué les effectifs ouvriers, la direction envisageant de transférer au privé la maintenance de cette activité

Aucune lampe de secours n'a pu être distribuée au personnel car il n'y en avait pas. Celui-ci a dû assurer des actes médicaux dans le noir, comme le fonctionnement manuel des dialyses ou des assistances respiratoires.

Dans le service de maternité, les couveuses ne fonctionnant plus, aucune couverture de survie permettant le maintien de la température des bébés n'avait été prévue. Et le personnel a dû aller dans d'autres services découper des couvertures pour réchauffer les prématurés. Les bébés qui auront subi une baisse importante de leur température risquent de développer dans les jours qui viennent des septicémies.

Les conséquences ont été nombreuses ailleurs : ascenseurs ne fonctionnant plus, plus d'eau chaude, plus de circuits sous vide, mémoires informatiques effacées, laboratoires d'analyses urgentes paralysés. Et sûrement bien d'autres conséquences qu'on découvrira plus tard.

La gravité de cet incident, dont le point de départ est pourtant une banale coupure de réseau EDF, est le révélateur d'une situation de pénurie chronique de moyens, et ce depuis des années.

Les gouvernements qui se sont succédé, de Juppé à Jospin, n'ont eu de cesse de réduire les dépenses de santé soi-disant trop importantes. Ils ont voulu « rentabiliser » les hôpitaux, transformant ainsi les malades en « clients » dont il faut diminuer le « coût ».

C'est dans ce même hôpital Edouard-Herriot que, il y a quelques jours, une greffe de la main a tenu la « Une » des médias. Mais la réalité quotidienne est tout autre. Ainsi aux Hospices Civils de Lyon (HCL), l'administration qui regroupe les hôpitaux lyonnais, la direction ne remplace plus les personnes en congé-maternité ou en congé-maladie. En même temps elle diminue les effectifs. Cela fait que les hôpitaux fonctionnent à la limite de la sécurité pour les malades. Et quand le manque de personnel est trop criant, on ferme carrément les lits ou des services entiers.

Une des conséquences de ces fermetures de lits est que les malades admis en urgence trouvent de moins en moins de places dans la spécialité correspondant à leur pathologie, et sont placés dans n'importe quel service, mettant là aussi leur sécurité en danger. D'autres malades sont quotidiennement dirigés vers les cliniques privées, faute de place à l'hôpital public.

De plus, des malades se trouvent contraints d'attendre une hypothétique hospitalisation… pour ceux qui peuvent attendre. Ceux qui ont les moyens ont toujours la solution d'aller vers le privé.

On a annoncé à certaines spécialités médicales qu'elles avaient dépassé leur budget depuis septembre pour avoir soigné trop de malades, et qu'il fallait par conséquent diminuer le nombre d'actes à partir de maintenant. La direction des HCL en a profité pour ne pas rouvrir certains lits fermés pendant les congés d'été. 40 lits à Edouard-Herriot ont été ainsi fermés jusqu'en janvier en pédiatrie, en ophtalmologie, en ORL, en réanimation et en digestif. La pression de l'équipe médicale du service de rhumatologie, où sont faites les chimiothérapies, a permis de rouvrir ce service que la direction voulait laisser fermé. A l'hôpital de la Croix-Rousse, 15 lits sont fermés pour une durée indéterminée en orthopédie, en chirurgie digestive et en réanimation.

Et cette situation n'est pas près de s'améliorer, Martine Aubry continuant la politique engagée par Juppé, qui consiste à obliger les hôpitaux à réaliser des économies drastiques.

Correspondant LO

Hôpital Henri-Mondor
Créteil (Val-de-Marne)

POUR L'EMBAUCHE, CE SERA TOUS ENSEMBLE !

La grève des cuisines d'Henri-Mondor a connu une fin honorable, vendredi 2 octobre, après 3 semaines de grève. Les abus de la chefferie ont dû être désapprouvés par la direction, qui s'est engagée à faire respecter les congés-formation, les congés-maladie, les pauses, et surtout le planning, qui sera désormais fixé à l'avance comme il se doit. Il y a un volet supplémentaire d'intérimaires. Quant aux retraits de salaire, ils seront tout symboliques, le directeur faisant la promesse orale de les limiter à 200 francs en tout par gréviste.

Avec la récolte des caisses de solidarité, les grévistes n'auront rien perdu, et ils se sont fait respecter.

Certes, la poignée de grévistes n'a pas pu gagner sur son objectif, l'embauche ferme de 12 personnes. Mais pour cela, les grévistes savaient qu'il leur fallait au minimum que le personnel de l'ensemble de l'hôpital débraye, objectif qui n'a rien d'évident à atteindre lorsque l'on est peu nombreux et en grande partie assignés à son poste de travail. D'ailleurs, ils ont obtenu la promesse de 18 créations de poste, au lieu des 10 prévues, pour l'ensemble de l'hôpital, à pourvoir l'an prochain. Rendez-vous est pris !

Car ce n'est que partie remise. On a vu cette fois le personnel des cuisines de l'hôpital voisin Chenevier débrayer, pour demander et obtenir des intérimaires. Et à la fin, les infirmières de garde en pédiatrie parlaient de faire grève à leur tour, toujours contre les sous-effectifs. Sans parler des personnels administratifs, qui ont bougé pour l'attribution de la prime NBI à tous, ou des médecins anesthésistes, ou des urgentistes… L'hôpital, attaqué par les plans d'austérité, connaît un malaise généralisé.

Les grévistes ont appris de cette lutte. La fraternité d'abord, entre grévistes. L'organisation ensuite, reposant sur la participation et le contrôle des intéressés eux-mêmes, formalisés par l'approbation d'un comité de grève en AG. Les syndicats, sauf le SUD-CRC, et la CGT sur le tard, n'ont appuyé qu'au minimum les grévistes. Cela n'a pas empêché tous les tours joués à la direction pour répondre à la force par la ruse, en s'appuyant sur le fait que, finalement, tout le fonctionnement repose sur la bonne volonté des travailleurs.

Mais ce qui a plu le plus aux grévistes, c'est de se sentir épaulés par le personnel, et au-delà, par la population. Ainsi, ils ont invité la population à venir manger gratuitement au self de l'hôpital, et on a vu des chômeurs, des enfants, des étudiants de Créteil se mêler au personnel et aussi aux élèves infirmiers qui n'ont pas droit au self. 1 200 couverts ont été servis, au lieu des 800 habituels du personnel. Cela ne s'était jamais fait auparavant, et pourtant : c'est bien dans l'esprit d'accueil de l'hôpital tel qu'il devrait être !

Et le lendemain, la direction a essuyé un cuisant échec, en voulant imposer le self payant, avec huissier et tout le bataclan. Sans rien forcer, les grévistes ont simplement exhorté leurs collègues à ne pas manger dans ces conditions. Du coup, 80 couverts ont été servis, essentiellement à la direction, qui s'est pressée pour manger au self ce jour-là !

A la fin, les grévistes ont fait un tract pour remercier le personnel de ses divers soutiens. Le soutien des cœurs, cela récompense de bien des tensions, de bien des sacrifices consentis dans la lutte pour une cause juste.

Mais ils ont fait plus encore que ranimer l'esprit de solidarité : ils ont contribué à changer le climat de l'hôpital, en indiquant la voie à suivre pour avoir des effectifs.

Et un jour ou l'autre, ce sera tous ensemble, pour l'embauche !

La Poste

LES FACTEURS D'ARLES EN LUTTE

Depuis le jeudi 24 septembre, les facteurs de La Poste d'Arles sont en grève (*Lutte Ouvrière* n° 1576). Il continuent leur mouvement de grève pour s'opposer au projet de restructuration de la direction de La Poste.

Afin de s'expliquer sur ces mesures de restructuration, un des directeurs d'Arles a dévoilé le pot aux roses en déclarant au journal *La Provence* du 1er octobre : « *Afin d'appliquer, malgré tout, la réduction du temps de travail, La Poste a décidé de réaliser des gains de productivité qui seront réinjectés pour financer le passage aux 35 heures ; la construction d'un centre de tri plus moderne, donc plus performant, à Fourchon, s'inscrit dans cette logique.* »

Voilà donc comment La Poste envisage la réduction du temps de travail. Elle sera payée par les postiers en les faisant travailler plus, en augmentant la taille des zones de distribution du courrier, en rognant sur leur temps de tri, en un mot en augmentant la productivité. C'est précisément pour cela que les facteurs sont en grève, leurs tournées actuelles étant déjà très chargées.

La Poste qui dit vouloir faire des économies a, pour lutter contre les grévistes, dépensé une petite fortune pour mettre en place un centre de tri parallèle.

Ce courrier est distribué à la va-vite, « vite fait, mal fait », par des facteurs non grévistes mais aussi par un personnel occasionnel qui n'a aucune expérience. La direction de La Poste spécule sur le chômage pour trouver des facteurs amateurs. Ce courrier, si précieux, paraît-il, aux yeux du directeur de La Poste d'Arles, ne sert que de moyen de pression sur les grévistes au détriment de la sécurité élémentaire car il n'y a pas si longtemps, au cours d'une grève, un cadre et des employés « occasionnels » d'un centre de tri parallèle des Bouches-du-Rhône avaient été condamnés pour le détournement et le vol d'objets de valeur contenus dans le courrier…

Ainsi, pour la direction de La Poste, la réduction du temps de travail est destinée à faire travailler plus les employés, sans embaucher qui que ce soit. D'ailleurs elle justifie cela en déclarant qu'embaucher serait « *suicidaire, car le niveau d'équilibre de la maison serait menacé* ». Le directeur ajoute, pour ceux qui n'auraient pas bien compris, que le service du public est maintenant le dernier souci de la direction de La Poste : « *Il ne faut pas oublier que 40 % de notre activité est déjà en concurrence* ».

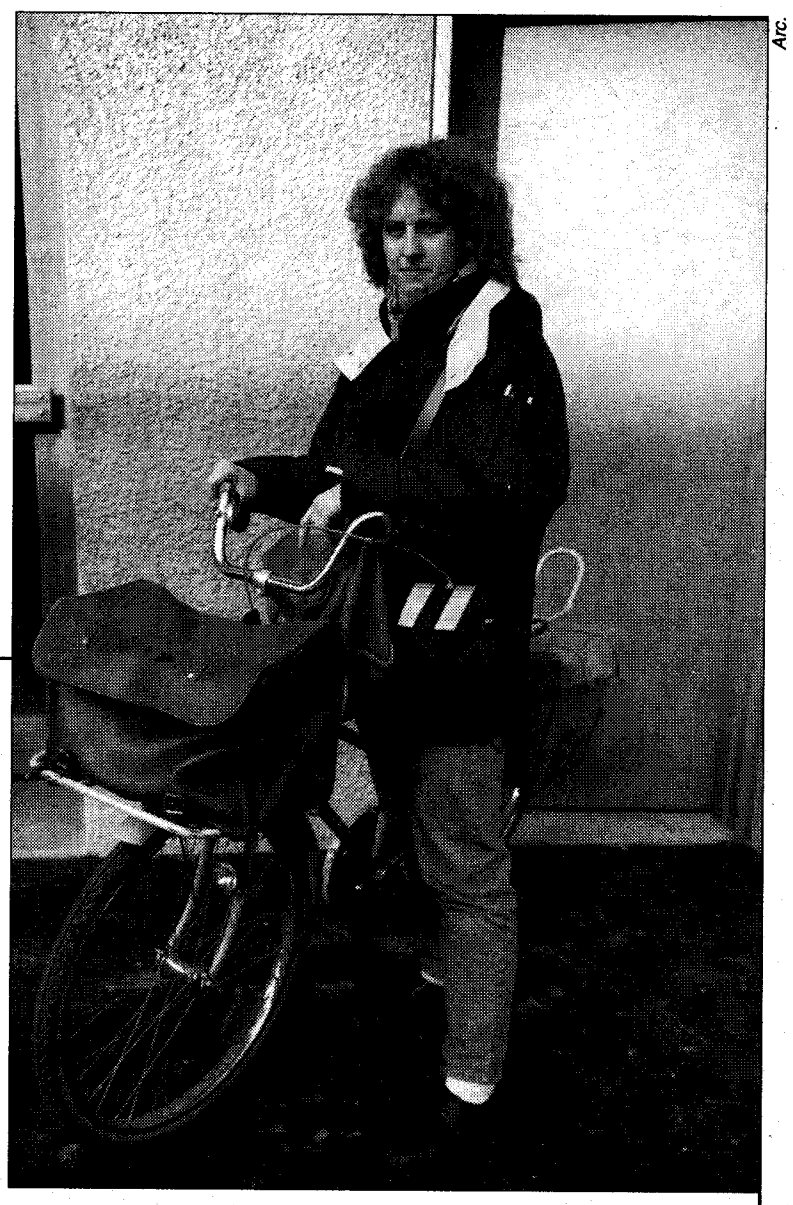
Eh bien, justement, pour éviter la grande braderie des services de La Poste, pour qu'il y ait des embauches et non des contrats précaires afin d'avoir un service pour le public, pour la satisfaction de leurs revendications, les facteurs d'Arles ont raison de se battre et ils essaient d'entraîner avec eux le service général de tout le groupement.

Chaque matin, les grévistes se réunissent pour entamer un action. 10 000 tracts ont été distribués au public, des affichettes ont été apposées pour expliquer les raisons de la grève et appeler à un rassemblement devant la poste le jeudi 8 octobre à 18 heures. Des prises de parole sont effectuées dans les bureaux de poste de la région. Les grévistes doivent aller manifester devant la direction de La Poste à Marseille et se joindre à la manifestation de la journée d'action de La Poste. Les grévistes ont aussi été reçus par le député d'Arles, Michel Vauzelle, qui a promis d'intervenir.

Les discussions avec les directeurs de La Poste se sont déroulées devant tous les grévistes, et l'obstination de la direction de ne rien céder a pu renforcer chacun dans les raisons de faire grève.

D'autre part, les grévistes ont aussi porté plainte contre La Poste pour la distribution pour le moins erratique du courrier par des porteurs très occasionnels.

Correspondant LO


Arc.

La Poste – Paris Louvre CTC

LA DIRECTION OBLIGÉE DE RECULER

Au service de la collecte de La Poste Paris-Louvre, depuis plusieurs semaines, le mécontentement allait grandissant, car le manque d'effectif se faisait cruellement sentir. Ce service d'une centaine de personnes s'occupe de rapporter au Centre le courrier des boîtes à lettres, des petits bureaux de Poste, et surtout de nombreuses entreprises des quatre premiers arrondissements de Paris.

Ce qui provoqua la colère des agents fut l'annonce, par l'un des responsables du service, que des positions de travail allaient être supprimées et que la prime de conduite de 150 F par mois pour les voitures et de 770 F pour les poids-lourds ne serait plus donnée aux nouveaux arrivants. Autre motif de mécontentement : le fait que les sept agents reçus à l'examen de guichetier ne pourraient pas quitter le service rapidement, ce qui se traduit pour eux par une perte de salaire.

Immédiatement, des assemblées générales ont eu lieu. La majorité du personnel est montée chez le directeur qui répondit vertement qu'il n'était pas question de revenir là-dessus. Au cours d'une nouvelle assemblée générale, d'autres revendications virent le jour. De jeunes contractuels, qui sont près d'une trentaine, réclamèrent l'octroi de la prime biannuelle de 2 250 F qu'ils ne touchent pas, bien qu'ils fassent le même travail, et la création de concours internes ou spéciaux pour leur intégration dans la fonction publique.

La colère était grande. Le personnel, avec le soutien des organisations syndicales, vota la grève illimitée à partir du 30 septembre. Pendant la période du préavis de grève, le directeur se fendit d'une note à chaque agent pour expliquer son refus, ce qui ne fit que renforcer le mécontentement général.

Le 30 septembre donc, il y eut 93 % de grévistes. Presque tout le centre de tri était paralysé. Une assemblée regroupant les deux-tiers des grévistes fit le point en début d'après-midi et décida de monter à nouveau chez le directeur. Celui-ci proposa le passage à temps complet de trois contractuels travaillant à temps partiel et l'embauche, début octobre, de deux nouveaux contractuels à temps partiel. Sous la pression du mécontentement, il proposa deux agents supplémentaires dans les brigades de jour. Cela ne satisfaisant personne, tout le monde décida d'aller porter ces revendications chez le directeur départemental. Celui-ci reçut une délégation de grévistes, et lâcha les effectifs demandés, c'est-à-dire le comblement de tous les postes vacants et l'embauche immédiate de deux CDI. Il céda aussi sur la prime de conduite : elle sera maintenue pour les nouveaux arrivants, et l'indemnité poids-lourds sera élargie aux contractuels qui ne la touchaient pas auparavant. Quant aux agents reçus à l'examen de guichetier, ils seront nommés normalement. Par contre, il refusa l'octroi du complément biannuel aux contractuels et la création de concours internes, qui, dit-il, n'était pas de sa compétence.

Malgré ces reculs la grève fut reconduite à 53 % le lendemain pour demander que les contractuels bénéficient des mêmes avantages que les fonctionnaires. La direction fut très surprise. Le directeur essaya, mais en vain, de faire reprendre le travail aux grévistes…

Ce n'est donc que le lendemain que la grève s'est arrêtée. Tout le monde est satisfait d'avoir pu se faire respecter de la direction, et de l'avoir fait reculer. Même si c'est partiellement !

Correspondant LO

Dans les entreprises

Levi's

APRÈS EUX LE DÉLUGE

Levi Strauss & Co, le numéro un mondial du jean, vient d'annoncer la fermeture de quatre de ses douze usines européennes : trois en Belgique, qui emploient 931 personnes, et une en France, à La Bassée dans le Nord, qui emploie 530 salariés.

La raison invoquée est on ne peut plus floue, et sans doute mensongère : il y aurait une « *désaffection des nouveaux consommateurs* » pour les jeans traditionnels. Il faudrait donc réduire la production. Les employés de La Bassée, eux, qui ont produit l'année dernière 3,8 millions de jeans sur les 5 millions vendus en France, pensent plutôt qu'il s'agit d'une délocalisation déguisée : Levi's s'est implanté en Turquie il y a seulement deux ans, attiré par le coût bas de la main-d'œuvre. Sur les douze sites de production dans la zone Europe, il compte ne garder que ceux localisés dans des pays à faible coût de production : Espagne, Écosse, Hongrie en plus de la Turquie. Par ailleurs, la compagnie envisage le licenciement possible, l'année prochaine, de 100 employés travaillant dans les bureaux des pays européens, ainsi que la fermeture, aux États-Unis, de deux usines employant 2 500 personnes.

Le PDG américain de la société, Robert Haas, s'abrite derrière le secret commercial et bancaire et refuse, depuis deux ans, de divulguer les comptes du groupe. Et il peut le faire d'autant plus facilement qu'en 1996, il a ramassé la quasi-totalité des actions qui lui échappaient encore. Il est donc pratiquement seul à la tête du groupe, et Levi's n'est pas coté en Bourse. Les derniers chiffres connus datent donc de 1996 : cette année-là, la firme avait réalisé 5,53 milliards de francs de bénéfices, en augmentation de 30 % sur l'année précédente et de 400 %, une multiplication par 4 donc, par rapport à ceux de l'année 1992 !

Ce sont ces sociétés qui font et défont l'emploi, tout en accumulant des profits colossaux, et à qui il devient urgent d'imposer la transparence, en supprimant le secret commercial et bancaire.

Sylvain ROCHE

Voir

Théâtre

L'ATELIER

de Jean-Claude Grumberg

Écrite en 1975, la pièce avait été montée à Paris au Théâtre de l'Odéon en 1979 où elle connut un grand succès. Elles est reprise aujourd'hui au théâtre Hébertot.

L'atelier, c'est l'histoire d'un atelier de confection de 1945 à 1951, des petites gens qui y travaillent, des cousettes en particulier. En une dizaine de scènes dans un même lieu (correspondant chacune à une année), on voit vivre quelques personnages, telle Simone, qui a dû travailler car son mari, juif étranger, a été déporté en 1943 de Drancy pour un camp et n'est pas revenu. On la suit dans ses difficultés pour vivre tout simplement, pour obtenir l'acte de décès de son mari, une pension. Il y a aussi Monsieur Léon, le patron de l'atelier, juif lui aussi. Lui n'a pas été déporté, mais la guerre l'a marqué tout de même. Derrière ses coups de colère, le côté humain transparaît vite. Et puis il y a aussi Jean, le deuxième presseur, le communiste.

L'auteur, l'air de rien, nous fait vivre tout ce petit monde. Des petits riens échangés, des blagues de l'une, des fous rires de l'autre, des pleurs qui ne sont jamais bien loin, la vie et les préoccupations de chacun sont décrites et touchent réellement. Les difficultés pour refaire sa vie, pour se loger, pour se nourrir, les tickets de rationnement par exemple, mais aussi les traces profondes de la guerre, tout cela se retrouve dans la pièce.

Avec *L'atelier*, Jean-Claude Grimberg a raconté l'histoire de sa mère et de son père déporté, qui n'est pas revenu des camps. Sans sensiblerie, avec beaucoup de tact et d'humour, il nous parle de la Deuxième Guerre mondiale, des camps, au travers de gens qu'il a aimés, des gens simples, qui ont eu une vie difficile mais qui sont restés dignes. Les acteurs sont remarquables, en particulier Wjojtek Pszoniak dans le rôle de Monsieur Léon. Une pièce à voir et à faire voir.

Marielle LEMONNIER

L'atelier,
au théâtre Hébertot, 78 bis boulevard des Batignolles, 75017 Paris.
La pièce se joue au moins jusqu'en décembre.
Places de 100 à 220 F.

nos lecteurs écrivent

PILLAGE D'ÉCONOMIES

Nous aimerions témoigner d'une pratique en grand développement dans notre ville d'Amiens : le blocage et le pillage par les banquiers et les huissiers du maigre compte en banque des plus démunis. Récemment, en tant que militants du DAL, nous sommes allés accompagner une dame chez un huissier. Son compte à la Caisse d'épargne avait été bloqué sans préavis et elle apprenait au guichet qu'elle ne pouvait plus rien retirer, pas même la prime de rentrée scolaire versée pour ses deux enfants. Le service de restauration scolaire, privatisé depuis l'arrivée de Gilles de Robien à la mairie et à qui cette femme devait la somme de 1 200 F, s'est montré intraitable. Il avait pourtant reconnu que cette somme avait été surévaluée.

Avec les frais d'huissier, la dette est passée à 3 000 F auxquels s'ajoutent 450 F de frais facturés par la banque. Pendant cette entrevue avec l'huissier, d'autres personnes sont venues protester pour les mêmes raisons. L'huissier, très méprisant, a précisé en ricanant qu'il avait dans ses cartons 3 000 dossiers pour des cas similaires ; et que de toute façon il avait la loi pour lui.

Ainsi, bien des personnes n'ont même pas le temps de toucher les maigres primes scolaires ou le RMI qui leur sont versés : ceux-ci sont déjà repartis dans les caisses du Trésor public, des offices de HLM et de tout un tas d'intermédiaires (banquiers, huissiers). Ces derniers n'ont aucun scrupule à faire de l'argent à partir des difficultés des plus démunis.

A. et F.

Cinéma

IL FAUT SAUVER LE SOLDAT RYAN

de Steven Spielberg

Le drapeau américain flotte fièrement sur tout l'écran dès la première image du film. Ce sera aussi l'image de fin. Spielberg annonce ainsi clairement la couleur : il s'agit d'un hommage à l'Amérique. Le cinéaste estime en effet que l'image de son pays a été trop souvent salie ces derniers temps, et qu'il est temps de la revigorer.

Donc, les soldats américains débarquent sur les plages de Normandie, perdent des milliers d'hommes, dans des conditions atroces, pour sauver la France et le « monde libre ». La guerre est horrible, certes, mais il faut la faire, c'est là, semble-t-il, la philosophie de Spielberg.

Et toute l'histoire est au niveau de cette idéologie simpliste. Après le débarquement, le haut commandement américain confie à un capitaine et à ses hommes le soin de retrouver le soldat Ryan, pour lui annoncer que, vu que ses trois frères sont morts au combat, il a le droit de rentrer au pays. À travers mille périls, ils finiront par le retrouver, mais celui-ci, héroïque, refusera de quitter ses compagnons avant d'avoir fini sa mission.

Tout cela est très bien filmé, mais repose sur une imagerie d'Épinal que l'on a vue cent fois depuis *Le jour le plus long*. Les Allemands (et les Français d'ailleurs), quand on en montre, sont le plus souvent pleutres ou ridicules. Les Américains sont courageux, compétents, héroïques, et on apprend que le capitaine, véritable bête de guerre, était professeur de littérature avant le conflit. Comme quoi, il faut être prêt à changer complètement de vie pour défendre son pays…

Les images du débarquement, qui se veulent réalistes et très crues, servent surtout d'argument publicitaire racoleur pour un film qui aligne en fait des lieux communs sur la guerre.

Roger PÉRIER

LE PAPE RECONNAÎT LES SIENS

En visite en Croatie, le pape vient de béatifier (c'est la première étape avant d'être sanctifié) le cardinal Stepinac.

Le cardinal Stepinac est cet archevêque qui, à Zagreb durant la Seconde Guerre mondiale, est resté complice du régime oustachi, collaborateur avec des nazis et auteur de nombreuses exactions envers la minorité serbe, les Juifs, les Tsiganes. Il a ensuite, jusqu'à sa mort en prison en 1960, milité contre le régime dirigé par Tito et le Parti Communiste Yougoslave. Il est d'ailleurs similaire en cela à d'autres hauts dignitaires de l'Église catholique d'Europe centrale, Jozef Midzenty en Hongrie, Stefan Wyszynski en Pologne, Jozef Slipyi en Ukraine, Jozef Beran en Tchécoslovaquie, ces « cardinaux de fer » qui à la même époque s'opposèrent aux régimes des Démocraties Populaires et de l'URSS, en étant tout autant que Stepinac farouchement réactionnaires et anticommunistes. Et le parcours du pape lui-même, d'origine polonaise, où il gravit les échelons de la hiérarchie ecclésiastique à l'époque où le PC était au pouvoir, n'est pas sans ressembler au leur, et ce geste actuel du pape est là pour le rappeler encore plus.

Le suivant sur la liste, tout proche de la béatification, est un prélat italien, le Padre Pio, que le pape a rencontré dans sa jeunesse, en 1947, et qui avait la particularité de « porter les stigmates ». C'est-à-dire de présenter en permanence sur les mains des blessures analogues à celles du Christ sur la croix… Ces blessures ne cicatrisaient jamais… sauf lorsqu'il fut examiné sur son lit de mort, où l'on ne décela aucune trace de ces blessures affichées toute sa vie ! Si la commission médicale de la congrégation pour les saints au Vatican reconnaît la véracité d'un miracle qui lui est attribué (sic !) il sera en bonne voie sur le chemin de la sanctification.

À ces deux spécimens, on peut ajouter ceux que le pape a sortis précédemment de l'anonymat : des prêtres ayant œuvré sous le colonialisme, ou encore une femme récemment béatifiée au Canada, une fervente catholique qui par ailleurs était aussi propriétaire d'esclaves… Voilà de quoi se souvenir que fanatisme et imbécillité n'ont pas élu domicile que sous d'autres cieux, parmi les intégristes musulmans qui poursuivent Taslima Nasreen, ou les colons d'extrême droite juifs sionistes.

Nelly MEYER

Bangladesh

Manifestation religieuse contre Taslima Nasreen

TASLIMA NASREEN EN DANGER DE MORT

Taslima Nasreen est cette femme écrivain originaire du Bangladesh qui a dû quitter clandestinement son pays parce qu'elle s'affirme athée et parce qu'elle défend les libertés démocratiques en général et les libertés des femmes en particulier. C'est cette femme qui est sous le coup d'une fatwa, c'est-à-dire d'une condamnation à mort par les fanatiques islamistes. C'est également cette femme à qui le gouvernement Balladur refusa un visa il y a quatre ans. Invitée alors par Bernard Pivot pour une émission littéraire, elle ne put l'obtenir. Lors de cette émission, sa chaise demeura vide.

Dernièrement obligée de retourner au Bangladesh, elle crie « *Au secours* » dans un texte que *Le Monde* a publié et dont nous reproduisons le paragraphe suivant :

« *Je voulais désespérément revoir ma mère qui est mourante. Bien que le gouvernement m'ait interdit de revenir au Bangladesh, j'y suis allée. Peu de temps après mon arrivée, la nouvelle s'est répandue. Les protestations des fondamentalistes religieux ont aussitôt commencé. Ils réclament mon exécution par pendaison. Chaque jour ou presque, des milliers d'entre eux défilent dans les rues, manifestant contre moi. Sur ces entrefaites, une vieille affaire judiciaire d'il y a quatre ans, à propos de l'un de mes recueils de chroniques, a ressurgi (accusation de blesser le sentiment religieux des gens). la cour a délivré un mandat d'arrêt contre moi et ordonné la saisie de mes biens. Je ne peux pas verser une caution. Je me cache désormais. Si je suis arrêtée, je serai mise en prison. Si j'essaye encore de me rendre au tribunal dans le but de tenter de négocier une caution, ce sera à mes risques et périls…* »

Taslima Nasreen fait appel à l'intervention des gouvernements démocratiques.

Ce serait la moindre des choses que le gouvernement français qui a bien des moyens de pression sur le gouvernement du Bangladesh le fasse pour une fois au moins avec raison.

En tout cas, Taslima Nasreen a droit à la solidarité de tous ceux pour qui la liberté est un droit fondamental.

Michel ROCCO

Maroc

LES ENJOLIVEURS DE DICTATURE

Abderrahmane Youssoufi, Premier ministre du Maroc, a effectué à Paris une visite officielle, au cours de laquelle Jospin n'a cessé de l'assurer de son appui et de lui proposer des aides financières. Le Maroc, qui a reçu ces trois dernières années 4 milliards de francs d'aides diverses et dont la dette vis-à-vis de la France a été réduite, bénéficierait de 2 milliards de crédits supplémentaires. Jospin a garanti « *le soutien sans faille de l'ensemble des autorités françaises. Ce soutien est politique, économique et financier.* »

Youssoufi, premier secrétaire de l'USFP (Union Socialiste des Forces Populaires, le parti socialiste marocain), est le premier socialiste à diriger un gouvernement marocain. Son gouvernement, qualifié de premier « gouvernement d'alternance », fait suite à des élections où l'USFP est arrivée en tête de tous les partis, avec il est vrai seulement 18 % des voix. Il serait la démonstration que les choses ont bien changé au royaume de Hassan II et que la dictature policière est en train de faire place à un véritable « État de droit ».

Il y a eu quelques gestes : une centaine de dossiers d'opposants « disparus » (sur plus de 500) seraient clos, c'est-à-dire qu'on reconnaîtrait officiellement qu'ils sont morts en prison ou sous la torture ; 25 islamistes sortiraient de prison. Cela n'est pas grand-chose. Mais, optimiste et peu exigeant, le ministre français des Affaires étrangères, Védrine, assure que l'important est « *de voir le chemin parcouru, de voir la direction, les étapes franchies* ». Un rien le contente.

Et pourtant, l'opposant de gauche Abraham Serfaty est toujours interdit de séjour, sous prétexte qu'il serait de nationalité brésilienne. Les libertés sont toujours aussi limitées, les partisans de l'indépendance du Sahara Occidental toujours impitoyablement pourchassés. Sans compter, et c'est quand même essentiel, que ces petits pas symboliques concédés souverainement par Hassan II peuvent être remis en cause par lui, selon son bon vouloir.

Jospin s'exclame lyriquement : « *Quand la démocratie se perfectionne, quand les droits de l'homme s'ancrent dans la société, quand il y a adhésion populaire, il n'y a pas de raison d'être inquiet.* » Mais la quiétude de Jospin, n'a guère de quoi rassurer la population marocaine. Tout ce qu'il fait c'est repeindre en rose la dictature de Hassan II, sous prétexte qu'un socialiste très modéré y serait au pouvoir et surtout parce que le Maroc est un marché pour les capitalistes français.

Mais Youssoufi n'a que l'apparence du pouvoir. Au sein même de son gouvernement le véritable pouvoir est détenu par Driss Basri, ministre de l'Intérieur depuis plus de 25 ans, bien avant que « les droits de l'homme », tels que les voit Jospin, « *s'ancrent dans la société* ».

La dictature bien réelle d'Hassan II est la forme élaborée servant à maintenir au Maroc l'emprise de l'impérialisme, en particulier français, sur le pays. Quand Jospin prétend que la démocratie marocaine « *se perfectionne* », cela signifie, au mieux, que la dictature perfectionne son masque. Mais sous ce masque la misère du peuple et l'absence de libertés demeurent.

Vincent GELAS

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995